

10^e ANNÉE - PUBLICATION TRIMESTRIELLE - N° 34 - JANVIER-MARS 1966
Le numéro : 2,50 F - Belgique : 25 FB - Italie : 300 L

programme communiste

REVUE THEORIQUE DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL

Numéro spécial :



LE PARTI

Sa nature, sa fonction

et son organisation

CE QUI NOUS DISTINGUE

- la revendication de la ligne qui va du Manifeste Communiste à la Révolution russe d'Octobre et à la fondation de l'Internationale Communiste.
- la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts Populaires et des blocs de la Résistance.
- la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.



SOMMAIRE

	<u>Pages</u>
Thèses de la Fraction abstentionniste du Parti socialiste italien (1920)	2
Parti et classe (1921)	3
Parti et action de classe (1921)	4
Le principe démocratique (1922)	5
Thèses sur la tactique du II ^m e Congrès du P.C. d'Italie (1922)	7
IV^me Congrès de l'Internationale Communiste (1922)	
Projet de thèses sur la tactique présenté par le P.C. d'Italie	11
Discours du représentant de la Gauche communiste	12
Déclaration de la Gauche communiste sur le projet d'organisation de l'Internationale	16
* **	
Lénine sur le chemin de la révolution (1924)	17
Organisation et disciplines communistes (1924)	19
Motion de la Gauche du P.C. d'Italie à la Conférence Nationale clandestine (1924)	20
V^me Congrès de l'Internationale Communiste (1924)	
Discours du représentant de la Gauche	22
Réplique de la Gauche à Zinoviev	31
Déclaration de la Gauche sur le discours de Boukharine	32
Déclaration de la Gauche sur l'organisation	33
* **	
Le danger opportuniste et l'Internationale (1925)	34
Plateforme de la Gauche (1925)	38
Le comité d'entente (1925)	40
Thèses de la Gauche du P.C. d'Italie au III ^m e Congrès (1926)	42
Discours du représentant de la Gauche à la VI ^m e session de l'Exécutif élargi de l'I.C. (1926)	49
Force, violence et dictature dans la lutte de classe (1948)	58
Dialogue avec les morts (1956)	61
Marxisme et autorité	66

LE PARTI

sa nature, sa fonction, son organisation

Dans le numéro de septembre 1965 du « PROLETAIRE », notre Parti a publié des « THESES SUR LA TACHE HISTORIQUE, L'ACTION ET LA STRUCTURE DU PARTI COMMUNISTE MONDIAL SELON LES POSITIONS QUI DEPUIS UN DEMI-SIECLE CONSTITUENT LE PATRIMOINE HISTORIQUE DE LA GAUCHE COMMUNISTE » répondant aux nécessités de sa lutte actuelle. Après avoir rappelé les principes historiques dont il s'inspire, la lutte de la Gauche communiste italienne dans la III^{me} Internationale et l'histoire du Parti depuis sa reconstitution après la seconde guerre mondiale, ces thèses rappelaient les difficultés rencontrées à cette époque qui était dominée par la suggestion fatale de l'antifascisme, ainsi que la victoire remportée contre cette suggestion grâce au rejet décidé de toute forme de démocratisation. Elles notaient que cette fermeté avait permis, pendant les vingt ans qui nous séparent de la seconde guerre mondiale, de former révolutionnairement les générations qui, venues à la lutte politique au lendemain du massacre « antifasciste », n'avaient pas vécu la lutte décisive contre la déviation opportuniste du communisme et la déchéance de l'Internationale. Abordant enfin la situation actuelle, elles rejetaient la déviation culturaliste qui prend facilement racine dans les situations où le rayon d'action du Parti et son influence sur le prolétariat sont extrêmement réduits pour ne pas dire nuls, de même que le centralisme disciplinaire et toutes les espèces de constitutionnalismes qui cherchent faussement dans des mesures purement organisatives la voie de salut contre les déviations possibles ou menaçantes. Elles concluaient en rappelant ce que l'on devait comprendre par la formule de CENTRALISME ORGANIQUE que la Gauche italienne a toujours opposée à celle du CENTRALISME DEMOCRATIQUE, de caractère douteux, et à quoi l'adhésion aux conceptions impliquées par ce centralisme engage tout adhérent au Parti.

Quoique suscitées, comme il est normal, par les questions et les obstacles réels rencontrés par le Parti sur son chemin, ces thèses ne présentaient aucune position nouvelle, improvisée ou occasionnelle, comme le démontre le choix suivant de textes liés par une continuité organique de pensée et d'action et qui vont des années de fondation de l'Internationale communiste, au lendemain du premier conflit mondial, à celles du second après-guerre, couvrant ainsi sans défaillance quelques trente ans d'histoire.

Thèses de la Fraction abstentionniste du Parti Socialiste Italien

(II Soviet, 6-6 et 27-6-1920).

Ces thèses ont paru dans le journal le Soviet, le 6 juin 1920 pour la première partie ("Théorie") et le 27 juin pour la seconde ("Critique des autres écoles") et la troisième ("Activité et tactique").

Par son contenu, la première partie correspond au programme de la Fraction qui avait déjà paru dans le Soviet du 13 juillet 1919 (ce texte est intégralement reproduit dans le premier volume de la "Storia della Sinistra comunista"). Il faut noter que cette première partie fut adoptée à peu près textuellement comme programme du Parti Communiste d'Italie

au congrès de fondation à Livourne (21-1-1921) et imprimée comme telle sur les cartes du parti.

Le point 6 de la première partie définit le Parti communiste, son unité dans l'espace et dans le temps, et affirme que seule l'existence du parti permet de parler de classe prolétarienne en lutte. Le point 3 de la seconde partie insiste sur l'antithèse fondamentale entre communisme et idéologie démocratique ou mécanisme démocratique. Le point 11 établit ce principe que la révolution n'est pas un problème de forme d'organisation du prolétariat.

Première partie :

T H E O R I E

6) La lutte prolétarienne est le conflit entre toute la classe prolétarienne et toute la classe bourgeoise. Son instrument est le parti politique de classe, le Parti communiste, qui réalise l'organisation consciente de cette avant-garde du prolétariat qui a compris la nécessité d'unifier son action dans l'espace, en s'élevant au-dessus des intérêts de groupes, catégories ou nationalités déterminés, et dans le temps, en subordonnant au résultat final les avantages et les conquêtes partiels qui n'atteignent pas la société bourgeoise dans son essence. C'est donc seulement en s'organisant en parti politique que le prolétariat se constitue en classe luttant pour sa propre émancipation.

Seconde partie :

CRITIQUE DES AUTRES ECOLES

3) C'est d'une façon plus caractéristique encore que la critique communiste réfute les conceptions du libéralisme et de la démocratie bourgeoise. L'affirmation juridique de la liberté de pensée et de l'égalité politique des citoyens, l'idée que les institutions fondées sur le suffrage universel sont la garantie d'un progrès graduel et illimité de la société humaine, tout cela constitue l'idéologie correspondant au régime de l'économie pri-

vée et de la libre concurrence, et donc aux intérêts de la classe des capitalistes (...)

II) On commet une erreur fondamentale si l'on croit que les problèmes de la révolution se ramènent à celui de l'organisation des prolétaires sur la base de leur situation et de leurs intérêts au sein de la production capitaliste.

Ce n'est donc pas un changement **de structure de l'organisation économique** qui peut fournir au prolétariat un moyen efficace de s'émanciper.

Parti et Classe

(Rassegna Comunista, 15-4-1921).

Cet article a paru dans la revue théorique du parti peu après sa constitution. S'opposant à cette formule peu satisfaisante qui définissait simplement le parti comme une fraction de la classe ouvrière, il développe la position de la Gauche Communiste en affirmant le caractère dialectique et dynamique — et non pas seulement numérique et statistique — du rapport entre parti et classe. L'article est ainsi amené à développer la critique du

point de vue démocratique et petit-bourgeois en s'appuyant sur l'expérience de la faillite de la seconde Internationale.

Le lecteur pourra étudier le texte complet de cet article, paru dans le numéro 28 (juillet-septembre 1964) de Programme Communiste. Nous nous limitons ici à en citer quelques extraits qui énoncent les points fondamentaux.

(...) Dans la véritable conception révolutionnaire, la direction de l'action de classe incombe au parti. L'analyse doctrinale et l'expérience historique accumulée nous permettent de ramener facilement aux idéologies petites-bourgeoises et antirévolutionnaires toute tendance à infirmer et à contester la nécessité et la suprématie de la fonction du parti.

(...) Si la conscience des hommes est la conséquence et non la cause des caractéristiques du milieu dans lequel ils sont contraints de vivre, l'exploité, l'affamé, le sous-alimenté, ne pourra jamais, en règle générale, se convaincre de lui-même qu'il doit renverser l'exploiteur bien nourri, repu et comblé de ressources et de pouvoirs. Ceci ne peut se produire qu'exceptionnellement. La démocratie électorale bourgeoise court toujours au-devant de la consultation des masses parce qu'elle sait que la majorité répondra toujours favorablement à la classe privilégiée et lui délèguera volontairement le **droit** de gouverner et de perpétuer l'exploitation.

(...) Comme le disait justement dans une de ses résolutions la majorité du Parti communiste allemand lorsque ces questions étaient plus particulièrement à l'ordre du jour en Allemagne (et qu'elles déterminèrent la scission du Parti Communiste du Travail), **la révolution n'est pas une question de forme d'organisation.**

Parti et action de classe

(Rassegna Comunista, 3-5-1921).

Paru dans la même revue, cet article développe le thème du précédent. Selon la Gauche marxiste, on ne peut définir exactement le rapport entre le parti et la classe, entre le parti révolutionnaire et les masses en mouvement, sans considérer l'action, l'activité, la tactique du parti et donc de la classe historique elle-même, puisqu'elle n'est telle que dans la mesure où le parti est son organe. L'article traite également des tâches de la classe et du parti après la conquête du pouvoir, au cours de la lutte pleine de vicissitudes qui précède la victoire finale.

Le problème de savoir si le parti doit être ou non nombreux y est posé sur cette base afin d'écartier des solu-

tions que la Gauche communiste a toujours condamnées, telle que la réduction du parti à l'état d'une secte conspiratrice et terroriste ou au contraire d'une académie formée de purs théoriciens. On y envisage également le rapport entre les possibilités d'intervention du parti et les caractéristiques objectives des différentes situations, et on y affirme la nécessité de fonder la discipline et la centralisation sur la plus grande clarté théorique, l'unité et la continuité de l'organisation et enfin la formulation précise de la tactique non seulement présente, mais future. On y indique enfin nettement qu'en dehors de cette solution, le danger d'une dégénérescence opportuniste ne peut manquer de réapparaître.

(...) Si l'époque actuelle est, comme tous les communistes en sont bien convaincus, une époque révolutionnaire, il s'ensuit que dans tous les pays nous devons avoir des partis nombreux exerçant une influence sur de vastes couches du prolétariat. Mais là où cela ne se vérifierait pas en dépit de preuves indéniables de l'acuité de la crise et de l'imminence de son éclatement, les causes d'une telle déficience sont tellement complexes qu'il serait extrêmement léger de conclure que le parti doit être artificiellement agrandi, quitte à lui faire englober d'autres partis ou fractions de parti dont certains membres seraient liés aux masses. On ne doit pas partir de la préoccupation infantile du nombre pour juger de l'opportunité ou non d'accepter dans les rangs du parti les membres d'autres organisations ou au contraire d'amputer les partis pléthoriques d'une partie de leurs effectifs.

(...) Mais le pire de tous les remèdes que l'on pourrait proposer pour parer les effets de situations défavorables serait d'intenter périodiquement un procès aux principes théoriques et d'organisation sur lesquels le parti est fondé, sous le prétexte de renforcer son contact avec les masses. Dans les situations où les dispositions des masses perdent leur caractère révolutionnaire, ce que certains appellent **"porter le parti vers les masses"** équivaut bien souvent à le dénaturer et à le priver des qualités qui le rendent capable de faire reprendre à celles-ci leur mouvement en avant.

(...) On ne crée ni les partis, ni les révolutions. On dirige les partis et les révolutions à la lumière de toutes les expériences révolutionnaires utiles qui ont été faites à l'échelle internationale, afin d'assurer le maximum

de chances de victoire au prolétariat dans la bataille qui est l'aboutissant inévitable de l'époque historique que nous vivons.

Le principe démocratique

(Rassegna Comunista, 28-2-1922).

Cet article parut dans la même revue théorique peu de temps avant le second congrès du parti communiste d'Italie à Rome en 1922.

Il démontre qu'aucune conciliation n'est possible dans le domaine des principes entre démocratie et communisme, idéologie et doctrine de deux classes en lutte déclarée l'une contre l'autre. D'un point de vue historique, si en 1922 la Révolution d'Octobre avait dépassé le principe électoral dans une société composée de plusieurs classes et si, même pratiquement, elle n'utilisait pas ce mécanisme, les éléments pro-bourgeois étant politiquement écrasés par la dictature du prolétariat, le problème continuait à se poser : devait-on utiliser ce mécanisme à l'intérieur des organes d'une seule classe, comme les Soviets, les syndicats et le Parti Communiste lui-même et comment ? L'article traite de cet aspect du problème et montre que tout hommage au mécanisme démocratique nous expose au danger d'être assujettis au mythe contre-révolutionnaire de la

démocratie, de la fausse liberté et de la fausse égalité.

Dans ces affirmations de 1922, c'est-à-dire d'une époque où l'on pouvait encore tolérer l'utilisation du mécanisme électoral comme un expédient, s'exprime une nette aspiration à se libérer du mot lui-même, la formule du "centralisme organique" étant opposée à celle de "centralisme démocratique" qui figurait dans les statuts et les thèses de l'Internationale. Depuis, un demi-siècle ou presque a passé, mais son histoire n'a que trop confirmé la réalité du danger contre lequel nous mettions alors en garde : la démocratie trop longtemps tolérée comme un expédient banal, s'est imposée jusqu'à devenir le principal foyer de la contre-révolution.

"Le principe démocratique" a paru intégralement dans le numéro 23 (avril-juin 1963) de Programme Communiste auquel nous renvoyons le lecteur. Nous n'en publions ici que quelques brefs passages, particulièrement démonstratifs.

(...) Pour être séduit par la « logique » de la doctrine libérale, il faudrait en effet admettre au départ que le vote — c'est-à-dire l'avis, l'opinion, la conscience — de chaque électeur a, dans l'acte de délégation des pouvoirs, le même poids que celui du voisin. Combien un tel concept est peu réaliste, peu « matérialiste », cela ressort déjà du fait qu'il suppose que chaque homme constitue une « unité » parfaite au sein d'un ensemble composé d'autant d'unités potentiellement équivalentes. Au lieu d'apprécier la valeur de la décision de l'individu en fonction de ses multiples conditions de vie, c'est-à-dire de ses mille rapports avec les autres, la doctrine démocratique l'affirme **a priori**, théoriquement, en **supposant** que l'individu est « **souverain** ».

Cela équivaut à refuser de voir dans la conscience des hommes le reflet des faits concrets et des déterminations du milieu : mais si cette conscience est la même chez le malade que chez l'homme sain, chez l'affaibli que chez celui dont tous les besoins sont harmonieusement satisfaits,

qu'est-elle d'autre qu'une étincelle allumée en chacun par on ne sait quelle divinité à l'équité providentielle ? Dieu ne désigne plus le monarque, dans la théorie démocratique, mais il confère à chacun une faculté égale de le désigner !

En dépit de son ostentation de réalisme, la critique démocratique repose donc sur des présuppositions qui ne le cèdent en rien pour la puérilité métaphysique à ce libre-arbitre qui, dans l'au-delà catholique, vaut aux hommes la damnation ou le salut. Se plaçant hors du temps et des contingences historiques, la démocratie théorique n'est pas moins entachée de spiritualisme que ne l'étaient, dans leur profonde erreur, les philosophes de la révélation et du droit divin.

(...) Le principe démocratique n'a aucune valeur intrinsèque. Ce n'est pas un « principe » mais plutôt un « mécanisme » d'organisation répondant à cette supposition banale que la majorité a raison et la minorité tort. Ceci dit, voyons si ce mécanisme suffit au fonctionnement d'organisations comprenant des collectivités plus restreintes et non déchirées par des antagonismes économiques, s'il est utile, et dans quelle mesure.

(...) Même dans un organisme où, comme dans le parti, l'adhésion est volontaire et le recrutement contrôlé, dont la composition est par conséquent le résultat d'une sélection, la décision de la majorité n'est pas, par elle-même, la meilleure. Si elle peut contribuer à un meilleur rendement des organes exécutifs du parti, c'est seulement par effet de la coïncidence des efforts individuels dans une action cohérente et vigoureuse.

(...) Le critère démocratique n'est à nos yeux qu'un élément accidentel de notre organisation intérieure et de nos statuts, et non point une plate-forme indispensable. Voilà pourquoi nous n'érigions pas en principe la formule organisationnelle du « **centralisme démocratique** » : le centralisme est indubitablement un principe, puisque l'unité de structure et d'action sont les caractéristiques essentielles du parti ; la démocratie n'en est pas un.

Le terme de centralisme suffit à exprimer la continuité du parti dans l'espace. Il faudrait introduire également le concept de la continuité dans le temps, c'est-à-dire de la continuité historique de la lutte qui, surmontant des obstacles successifs, procède toujours en direction du même but. Pour unir dans une formule ces deux concepts essentiels, nous proposons de dire que l'organisation du parti est fondée sur le **centralisme organique**.

Ainsi, tout en gardant d'un mécanisme accidentel ce qui pourra nous servir, nous bannirons ce terme de « démocratie » cher aux pires démagogues, mais entaché d'ironie pour tous les exploités, les opprimés et les trompés, l'abandonnant, comme il est souhaitable, à l'usage exclusif des bourgeois et des champions du libéralisme qui, dans le marais où ils sont embourbés, prennent parfois des poses extrémistes.

Thèses sur la tactique du II^e Congrès du P. C. d'Italie

(Rome, 20-24 - 3 - 1922)

Avec ces thèses, un an après sa formation le Parti Communiste d'Italie unanime, à l'exception d'un groupe de droite d'influence négligeable, formulait les positions qu'il défendra ensuite dans les congrès internationaux.

Les premières thèses (significativement intitulées "Nature organique du Parti Communiste") définissent la fonction du parti communiste, la stabilité de son programme, la discipline et le centralisme de son organisation. La quatrième thèse affirme que les consultations démocratiques intérieures sont purement formelles et que la

sélection des cadres est le produit dialectique d'un processus réel. Les thèses 6 et 7 définissent les voies permettant au Parti de surmonter les crises révisionnistes. La thèse 9 condamne les fusions d'organisations et l'existence de deux partis adhérents à l'I. C. à l'intérieur d'un même pays. Enfin, les thèses 24 et 25 définissent le rapport entre les situations historiques et les tâches du parti et formulent cette thèse classique que le parti, en tant que collectivité organique, est comme le précurseur de la société communiste. Le texte intégral de ces thèses est paru dans le numéro 17 de Programme Communiste.

Première partie :

NATURE ORGANIQUE DU PARTI COMMUNISTE

1. Parti politique de la classe prolétarienne, le Parti communiste se présente dans l'action comme une collectivité opérant selon une orientation unitaire. Les mobiles initiaux qui poussent les éléments et les groupes de cette collectivité à s'organiser pour une action unitaire sont les intérêts immédiats que la situation économique suscite dans les différents groupes de la classe ouvrière. Le rôle du Parti communiste se caractérise essentiellement par l'utilisation des énergies ainsi encadrées en vue d'atteindre des objectifs qui, pour être communs à toute la classe travailleuse et situés au terme de toutes ses luttes successives, dépassent, en les intégrant, les intérêts des groupes particuliers et les revendications immédiates et contingentes que la classe ouvrière peut poser.

2. L'intégration de toutes les poussées élémentaires se manifeste dans les deux principaux facteurs de l'action unitaire : l'un est la conscience critique dont le parti tire son « programme » ; l'autre est la volonté qui s'exprime dans l'« organisation » disciplinée et centralisée du Parti, instrument de son action. Il serait faux de croire que cette conscience et cette volonté peuvent être obtenues et doivent être exigées des individus isolés, car seule l'intégration des activités de nombreux individus dans une collectivité unitaire peut les produire.

3. Les déclarations programmatiques des Partis et de l'Internationale communiste contiennent une définition précise de la conscience

théorico-critique du mouvement. A cette conscience, comme à cette organisation nationale et internationale, on est parvenu et on parvient par une étude de l'histoire de la société humaine et de sa structure à l'époque capitaliste actuelle conduite sur la base des données et des expériences de la lutte prolétarienne réelle et dans une participation active à celle-ci.

4. La proclamation de ce programme et la désignation des hommes aux différentes fonctions de l'organisation résulte en apparence d'une consultation démocratique des délégués du parti. En réalité, elles sont le produit du processus réel qui, accumulant les éléments d'expérience, préparant et sélectionnant les dirigeants, permet au programme de prendre forme et à la structure du Parti de se hiérarchiser.

Seconde partie :

PROCESSUS DE DEVELOPPEMENT DU PARTI COMMUNISTE

(...) 6. Le Parti prolétarien ne se développe pas de façon régulière et continue, mais passe par des phases très complexes et des périodes de crise générale. Bien souvent, les Partis prolétariens ont subi une dégénérescence qui a privé leur action de son unité et de sa conformité aux buts révolutionnaires suprêmes, ou du moins a atténué ces caractères indispensables de leur activité au lieu de les accentuer. Celle-ci s'est alors fragmentée dans la poursuite d'avantages limités à tel ou tel groupeouvrier ou de résultats contingents (réformes), adoptant des méthodes qui compromettaient le travail révolutionnaire et la préparation du prolétariat à la réalisation de ses finalités de classe. Par cette voie, les Partis prolétariens en sont souvent arrivés à ouvrir leurs rangs à des couches et des éléments qui ne pouvaient pas encore se placer sur le terrain de l'action collective unitaire pour les buts suprêmes. Cela s'est toujours accompagné d'une révision et d'une déformation de la doctrine et du programme, et d'un relâchement de la discipline intérieure ; ainsi, au lieu de donner au mouvement prolétarien un état-major de chefs adaptés et décidés à la lutte, on l'a livré aux mains d'agents larvés de la bourgeoisie.

7. Sous l'influence de situations nouvelles, sous la pression des événements provoquant la classe ouvrière à l'action, il est possible de sortir d'une pareille situation et de retourner au véritable Parti de classe. Ce retour s'effectue sous la forme d'une scission de la partie de l'organisation qui, en défendant le programme, en critiquant les expériences défavorables de la lutte et en formant une école et une fraction organisée au sein du vieux parti, a rétabli cette continuité indispensable à la vie d'un organisme unitaire qui se fonde sur la possession d'une conscience et d'une discipline. C'est de cette conscience et de cette discipline que naît le nouveau Parti. Tel est généralement le processus qui a conduit des Partis faillis de la II^e Internationale à la naissance de l'Internationale Communiste.

8. Le développement du Parti communiste après le dénouement d'une telle crise peut être défini comme « normal » pour la commodité de l'analyse, ce qui n'exclut pas le retour de phases critiques dans des situations nouvelles. C'est en offrant le maximum de continuité dans la défense du programme et dans la vie de la hiérarchie dirigeante (par-delà le remplacement individuel de chefs infidèles ou usés) que le Parti assurera également le maximum de travail efficace et utile pour gagner le prolétariat à la lutte révolutionnaire. Il ne s'agit pas seulement d'édifier les masses, et moins encore d'exhiber un Parti intrinsèquement pur et parfait, mais bel et bien d'obtenir le meilleur rendement dans le processus réel. Comme on le verra plus loin, il s'agit, par un travail systématique de propagande et de prosélytisme et surtout par une participation active aux luttes sociales, d'obtenir qu'un nombre toujours croissant de travailleurs passe du terrain des luttes partielles, pour des intérêts immédiats, au terrain de la lutte organique et unitaire pour la révolution communiste. Or, c'est uniquement lorsqu'une semblable continuité de programme et de direction existe dans le Parti qu'il lui est possible non seulement de vaincre la méfiance et les réticences du prolétariat à son égard, mais de canaliser et d'encadrer rapidement et efficacement les nouvelles énergies conquises dans la pensée et l'action communes, pour atteindre à cette unité de mouvement qui est une condition indispensable de la révolution.

9. Pour les mêmes raisons, on doit considérer comme un processus tout à fait anormal l'agrégation au Parti d'autres partis ou fractions détachées de Partis. Un groupe, qui se distinguait jusqu'à un moment donné par une position programmatique différente et par une organisation indépendante, n'apporte pas au Parti communiste des éléments utilement assimilables, mais altère la fermeté de sa position politique et la solidité de sa structure : dans ce cas, l'accroissement des effectifs, loin de correspondre à un accroissement des forces et des capacités du Parti, pourrait bien paralyser son travail d'encadrement des masses, au lieu de le faciliter.

Il est souhaitable que l'Internationale Communiste déclare au plus tôt qu'elle n'admet pas la moindre dérogation à deux principes fondamentaux d'organisation : il ne peut y avoir, dans chaque pays, qu'un seul Parti Communiste, et on ne peut adhérer à l'Internationale que par admission individuelle au Parti Communiste du pays donné.

Cinquième partie :

ELEMENTS DE LA TACTIQUE DU PARTI TIRES DE L'EXAMEN DES SITUATIONS

(...) 24. Dans les points précédents, les critères généraux qui règlent les rapports entre le Parti communiste et les autres organisations du prolétariat ont été établis en fonction de la nature même du Parti. Avant d'en arriver à la tactique proprement dite, il faut examiner quels éléments

l'étude de la situation du mouvement peut apporter à sa détermination. Le programme du Parti communiste prévoit qu'au cours du développement qu'on lui attribue généralement, celui-ci accomplira une série d'actions correspondant à des situations successives. Il y a donc une étroite connexion entre directives programmatiques et règles tactiques. L'étude de la situation apparaît donc comme un élément complémentaire de la solution des problèmes tactiques, puisque dans sa conscience et son expérience critiques, le Parti avait déjà prévu un certain développement des situations, et donc délimité les possibilités d'action correspondant à chacune d'elles. L'examen de la situation permettra de contrôler l'exactitude de la perspective de développement que le Parti a formulée dans son programme ; le jour où cet examen imposerait une révision substantielle de celle-ci le problème ne pourrait se résoudre par une simple volte-face tactique ; c'est la vision programmatique elle-même qui subirait inévitablement une rectification, non sans conséquences graves pour l'organisation et la force du Parti. Celui-ci doit donc s'efforcer de prévoir le développement des situations, afin de déployer dans chacune d'elles tout le degré d'influence qu'il sera possible d'exercer ; mais les attendre et se laisser indiquer et suggérer par elles des attitudes électorales et changeantes est une méthode caractéristique de l'opportunisme social-démocrate. Si les Partis communistes se la laissaient jamais imposer, ils souscriraient à la ruine du communisme en tant qu'idéologie et action militantes.

25. Le Parti communiste ne possède d'unité, ne tend à réaliser le développement prévu dans son programme qu'autant qu'il groupe dans ses rangs la fraction du prolétariat qui a surmonté la tendance à se mouvoir uniquement sous l'impulsion immédiate de situations économiques particulières. Ce dépassement se réalise précisément par la voie de l'organisation politique. Si la conscience critique et l'initiative volontaire n'ont qu'une valeur très limitée pour les individus, elles se trouvent pleinement réalisées dans la collectivité du Parti, d'autant plus que celui-ci se présente comme un précurseur de ces formes d'association humaine qui, au lieu de subir passivement la loi des faits économiques, seront réellement en mesure de les diriger rationnellement, parce qu'elles auront dépassé l'informe organisation économique actuelle. C'est pourquoi les mouvements d'ensemble du Parti, au lieu d'être immédiatement déterminés par la situation, lui sont liés par une dépendance rationnelle et volontaire.

Projet de thèses sur la tactique présenté par le P. C. d'Italie au IV^e Congrès de Moscou en Novembre-Décembre 1922

(Stato Operaio, 6-3-1924).

Ces thèses s'opposaient à celle qu'approuva finalement le IV^e Congrès de l'Internationale essentiellement sur la question du front unique et du gouvernement ouvrier.

Certains passages ont trait au problème de l'organisation. Toute tradition fédéraliste doit être éliminée, afin d'assurer la centralisation et la discipline unitaires. Mais ce problème ne

doit pas être résolu de façon mécanique. La nouvelle Internationale doit elle aussi fonder son centralisme sur la clarté de son programme et tout autant de sa tactique et de ses méthodes de travail, si elle veut écarter les dangers d'opportunisme et les crises intérieures. Dès cette époque, la Gauche communiste soulignait que telle était l'unique garantie d'une autorité indiscutée au Centre.

CONSTITUTION DES PARTIS COMMUNISTES ET DE L'I.C.

(...) L'organisation internationale doit assurer le maximum de centralisation et de discipline en éliminant tous les vestiges du fédéralisme de la vieille Internationale. Si la diversité des conditions nationales et les traditions de l'opportunisme entravent ce processus, ce ne sont pas des expédients mécaniques qui pourront le mener à bien, mais une réelle unité de méthodes de nature à mettre en évidence les caractères communs à l'action de l'avant-garde prolétarienne des différents pays.

On ne peut admettre que l'adhésion à certains textes ou la promesse de remplir certains engagements suffisent pour qu'un groupe politique puisse être considéré comme un membre discipliné de l'Internationale révolutionnaire. On doit au contraire tenir compte de l'évolution réelle des groupes organisés agissant dans la politique prolétarienne (partis et tendances, de la façon dont leur idéologie s'est formée et de leur expérience de lutte pour décider de leur admission dans l'Internationale Communiste.

Les crises intérieures de l'I.C. dérivent de l'opportunisme traditionnel qui aujourd'hui revêt un double aspect. Ou bien on accepte avec enthousiasme les formulations tactiques de l'I.C., sans voir qu'elles sont intimement liées aux buts révolutionnaires, parce qu'on les considère dans leurs formes extérieures d'application et les interprète comme un retour aux vieilles méthodes opportunistes dépourvues de toute conscience et de tout but final révolutionnaire ; ou bien encore on repousse ces formulations tactiques après une critique superficielle qui les présente comme un recul, voire une renonciation aux buts programmatiques. Dans l'un comme dans l'autre cas, il y a incompréhension des rapports existant entre les moyens et les buts communistes.

Pour éliminer les dangers opportunistes et les crises disciplinaires, l'I.C. doit fonder la centralisation de l'organisation sur la **clarté et la précision des résolutions tactiques** et sur la définition exacte des méthodes à employer.

Une organisation politique, c'est-à-dire une organisation fondée sur l'adhésion volontaire de tous ses membres, ne peut répondre aux exigences d'une action centralisée que si tous ses adhérents connaissent et acceptent par avance l'ensemble des méthodes dont le centre peut commander l'application dans les différentes situations.

Le centre ne disposant pas de moyens matériels de sanction, son prestige et son autorité ne peuvent naître que de facteurs psychologiques : ils exigent donc une clarté, une décision et une continuité absolues dans les formulations programmatiques et dans les méthodes de lutte. C'est là la seule garantie effective de la constitution d'un centre d'action unitaire du prolétariat international.

Ces considérations basées sur une riche expérience montrent la nécessité d'éliminer certaines règles d'organisation tout à fait **anormales** dès lors que la période de construction de l'Internationale de Partis communistes a fait place à celle de l'action du **Parti Communiste International**, telles les **fusions** de sections isolées de l'Internationale avec d'autres organismes politiques ; le fait que certaines sections puissent être constituées par l'adhésion d'organisations ouvrières entières et non par adhésions individuelles ; l'existence de fractions ou de tendances organisées au sein du parti ; la pénétration systématique et le **noyautage** d'autres organisations politiques (et à plus forte raison militaires) possédant leur propre discipline.

Si l'Internationale recourt à de tels expédients, des **manifestations de fédéralisme et des actes d'indiscipline éclateront fatalement**. Ces anomalies ne peuvent être éliminées que par un arrêt et une inversion du processus en cours ; mais si le recours à ces expédients devait devenir systématique, le **danger d'une rechute dans l'opportunisme** se préciserait gravement.

Discours du représentant de la Gauche Communiste au IV^e Congrès de l'I. C.

(Il Lavoratore, 9-12-1922).

Ce discours expose comment la Gauche communiste accepte les principes des précédents congrès, en particulier la nécessité de conquérir la plus grande influence possible sur les masses.

La tactique du front unique est acceptée dans certaines limites précises qui respectent l'autonomie du Parti communiste et son indépendance à l'égard des blocs formés par d'autres partis. Quant au mot d'ordre

du "gouvernement ouvrier" qui fut lancé à la session de juin 1922 de l'Exécutif Élargi, et non au Congrès de l'Internationale, il n'aurait pas présenté de dangers si on l'avait traduit par "mobilisation révolutionnaire en vue de la dictature du prolétariat", mais devait par contre être rejeté s'il visait à suggérer que le pouvoir pouvait être conquis autrement.

En dehors des questions de tactique.

le discours traite d'un autre désaccord grave sur les méthodes de travail intérieur. Il ne s'agissait pas de réclamer l'application de la démocratie (la Gauche s'y était toujours refusée) mais de formuler une conception différente du centralisme et de la discipline en insistant sur les conditions dont ils dépendent. Ce point crucial sera pour la Gauche l'occasion d'alerter l'Internationale sur la dégénérescence qui la menace.

LA QUESTION DE LA MAJORITE

(...) Les communistes italiens n'ont défendu, ni en théorie, ni en pratique cette illusion des « putschistes » qui prétendent conquérir le pouvoir avec un petit parti révolutionnaire ; mais ils n'acceptent pas davantage la formule de la « majorité-de-la-classe-ouvrière », vague et arbitraire. Elle est vague car on ne sait s'il s'agit du seul prolétariat ou également des couches semi-prolétariennes, des militants politiques ou syndicaux. Cette formule nous semble arbitraire : rien ne peut nous faire exclure que le rapport des forces rende l'attaque révolutionnaire impossible dans une situation où nous possédons cette majorité, pas plus qu'on ne peut exclure que cette attaque soit possible avant que nous ne l'ayons conquise.

Notre opinion sur les tâches de l'Internationale et sur l'exposé qu'en a fait le camarade Zinoviev, est que l'Internationale n'a pas résolu jusqu'ici le grand problème tactique de la manière la plus heureuse. On reconnaît d'habitude la tendance de gauche à ce qu'elle attend avec confiance un éclatement prochain de la révolution. Or, je suis un peu plus pessimiste que le camarade Zinoviev à cet égard. Si l'existence d'une grande crise capitaliste est une condition objective indispensable de la révolution, il n'en faut pas moins constater que les conditions subjectives de l'existence d'une forte Internationale communiste influençant les masses sont, dans un certain sens, compromises par les effets directs de la crise sur les organisations économiques ouvrières, sur les syndicats et sur les organisations analogues. (...)

COMMENT AFFRONTER LA REACTION PATRONALE

(...) Nous avons dit que nous mettons des limites à l'application de cette tactique (il s'agit de « l'unité d'action de la classe ouvrière » NdR), limites qui découlent de la nécessité de ne pas compromettre les autres facteurs de l'influence du parti sur les masses et la préparation révolutionnaire interne de ses propres adhérents. Nous ne devons, en effet, jamais oublier que notre parti n'est pas un mécanisme rigide que nous pouvons manier à volonté, mais quelque chose de réel, sur quoi les facteurs extérieurs agissent et qui est donc toujours susceptible d'être modifié par la direction même que nous imprimons à notre tactique. (...)

LE DANGER D'UN REVISIONNISME COMMUNISTE

Nous affirmons que le danger de voir le **front unique** dégénérer en un **révisionnisme communiste** est bien réel, et il faut se tenir à l'intérieur de ces limites pour le conjurer. Pour ce qui concerne le mot d'ordre du « **gouvernement ouvrier** », s'il se confirme, comme lors de l'Exécutif Elargi du mois de juin, qu'il est exactement « la mobilisation révolutionnaire de la classe ouvrière pour le renversement de la domination bourgeoise », nous pensons que dans certains cas il peut être utile d'employer cette expression comme simple équivalent **terminologique** de la dictature du prolétariat. Nous ne nous opposons pas en tout cas à cela, si ce n'est qu'un tel besoin de travestir notre programme apparaisse comme bien opportuniste. Mais si ce mot d'ordre du gouvernement ouvrier devait donner à la masse ouvrière l'impression que, non seulement une situation politique transitoire ou un rapport momentané des forces sociales, mais également le problème essentiel des rapports sociaux entre la classe prolétarienne et l'Etat (ce problème qui est la raison d'être du programme et de l'organisation de l'Internationale) puisse être résolu autrement que par la lutte armée pour la conquête du pouvoir et par son exercice dans la forme de la dictature du prolétariat, alors nous repousserions ce moyen tactique, car pour le résultat douteux d'une popularité immédiate, il compromettrait une condition fondamentale de la préparation du prolétariat et du parti aux tâches révolutionnaires. On pourra dire que le gouvernement ouvrier n'est pas ce que nous supposons ; mais je dois observer que j'ai entendu expliquer plusieurs fois ce que le gouvernement ouvrier n'est pas, mais que j'attends encore que Zinoviev ou d'autres nous disent ce qu'il est.

S'il s'agit de prévoir objectivement la réalisation d'un régime de transition précédant la dictature du prolétariat, je crois que là où la victoire prolétarienne ne parviendra pas à être décisive, on doit prévoir plutôt, au travers des coups de la réaction, une évolution vers des gouvernements bourgeois de coalition auxquels la droite des opportunistes participera probablement d'une manière directe, tandis que les centristes disparaîtront de la scène politique après avoir accompli leur tâche de complices de la social-démocratie.

(...) Nous sommes pour le maximum de centralisation et pour le maximum de pouvoir aux organes centraux suprêmes. Mais un sermon solennel sur la discipline, d'un côté, et de l'autre les plus sincères engagements à la respecter, ne peuvent assurer l'obéissance aux initiatives du centre dirigeant, pas plus, du reste, qu'une application formelle et minutieuse de la **démocratie** intérieure et du **contrôle** par la masse des adhérents, qui se réduisent souvent à une **fiction**. Si, à la lumière de la dialectique marxiste, nous nous souvenons de la nature de notre organisation, qui n'est pas un simple mécanisme, qui n'est pas une armée, mais un complexe unitaire réel dont le développement est, en premier lieu, un **produit** et en second lieu un **facteur** du développement des situations

historiques, c'est ailleurs que nous chercherons les garanties de la discipline. On ne peut les trouver que dans la définition précise des limites à l'intérieur desquelles nos méthodes d'action doivent être appliquées, dans la définition précise des programmes, des résolutions tactiques fondamentales et des mesures d'organisation. La révolution russe a fourni au mouvement révolutionnaire international les bases du rétablissement de sa doctrine et de son organisation de combat ; c'est là un bénéfice inestimable et qui produira, ultérieurement, ses effets **dans la mesure où le lien entre la révolution russe et le mouvement prolétarien international ne sera pas coupé**. Nous critiquons (et à juste titre, puisque cela nous éloigne de ce but) la tendance à laisser **trop de liberté** dans les mesures d'organisation et dans les moyens tactiques, dont les centres dirigeants doivent eux-mêmes effectuer le choix. Nous affirmons que ce choix doit appartenir au centre et non aux organisations nationales qui jugeraient en fonction de leurs prétendues conditions spéciales. Si ce choix s'exerce dans un domaine trop large, voire même parfois imprévisible, il en résultera fatalement et fréquemment des cas d'**indiscipline** qui briseront la continuité et le prestige de l'organisation révolutionnaire mondiale. (...)

POUR UN VERITABLE PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL

Pour trouver à tout prix des moyens efficaces de remporter de grands succès révolutionnaires, on a peut-être emprunté une voie qui, au travers des crises qui se sont déclenchées sans qu'aucun des moyens à notre disposition puisse les empêcher, nous a éloignés de résultats sûrs et solides : et il est possible qu'à des moments décisifs nous nous trouvions avec des questions embarrassantes sur les bras. Je ne prétends pas que cette expérience n'ait pas été nécessaire en un certain sens ; je me permets seulement ici d'apporter une contribution qui ne découle pas de spéculations abstraites, mais de l'expérience d'un parti qui tient sa place dans la lutte sur le front commun. Notre Internationale est trop souvent considérée comme **quelque chose d'extérieur aux partis** qui y adhèrent ; ces partis ou des fractions de ces partis, se permettent parfois d'ouvrir avec elle des **débats polémiques, souvent publics et insolents**. L'Internationale en est réduite à se créer des fractions dans les partis qui devraient être à ses ordres, ce qui me semble absurde et désastreux. Nous nous voyons contraints de liquider trop de questions d'organisation et de discipline au moment même où nous constatons que l'adversaire contre-attaque de telle manière qu'il rend pratiquement impossible les « pour-parlers », les négociations, toute la procédure qui s'impose en pareil cas. Je terminerai sur une expression que Zinoviev lui-même a lancée : nous sommes un véritable **parti communiste international**, solidement centralisé et trempé dans la lutte révolutionnaire. J'observe que dans un tel parti on ne procéderait pas à des changements de la structure d'organisation dans un secteur isolé, que l'on ne verrait jamais dans ses congrès souverains des délégués d'une circonscription déterminée qui ne soient pas en règle avec les règles **générales** de l'organisation.

Déclaration de la Gauche communiste sur le projet d'organisation de l'Internationale

(XXVII^{me} séance du 30-11-1922)

Dans cette déclaration (tirée du Protokoll allemand), la partie qui traite de l'élimination des résidus de la méthode social-démocrate est particulièrement importante, mais la nature dialectique des rapports entre le centre et la périphérie de l'organi-

sation y est parallèlement éclaircie. Le reste de la résolution aborde d'autres problèmes ; c'est ainsi qu'on y proteste contre le fait de ne convoquer le V^e congrès que deux ans plus tard. De fait, malgré les promesses faites alors, le congrès ne fut pas réuni en 1923.

Je trouve tout à fait acceptables les différentes parties du projet d'organisation. Il contient des dispositions qui, considérées objectivement, ont une grande importance puisqu'elles visent à éliminer les derniers résidus des méthodes d'organisation de type fédéraliste en vigueur dans la vieille Internationale. Si, dans cette phase du Congrès, il était encore possible d'élargir un peu la discussion, je pourrais soulever la question de savoir si tout ce qui est nécessaire pour mettre en œuvre une centralisation révolutionnaire effective peut être obtenu par une réforme de l'appareil d'organisation. J'ai déjà dit quelque chose sur ce sujet dans mon discours sur le rapport de l'Exécutif et je ne me répèterai pas maintenant. Je dois, toutefois, insister sur ce fait que si nous voulons réaliser une centralisation effective, c'est-à-dire une synthèse des forces spontanées de l'avant-garde du mouvement révolutionnaire des différents pays, de façon à éliminer les crises disciplinaires que nous constatons aujourd'hui, nous devons, certes, centraliser notre appareil d'organisation, mais nous devons unifier, en même temps, nos méthodes de lutte et bien préciser tout ce qui se rattache au programme et à la tactique de l'I.C. Nous devons expliquer à tous les groupes et à tous les camarades appartenant à l'I.C. ce que signifie, exactement, ce devoir d'obéissance inconditionnelle auquel ils souscrivent en entrant dans nos rangs.

Je suis pleinement d'accord avec la suppression des mandats impératifs aux congrès internationaux et sur le mode de convocation des congrès nationaux. J'admets, sans réserve, qu'il s'agit là de mesures correspondant aux principes de la centralisation, mais je suis d'avis que, dans l'intérêt d'une véritable centralisation, nous ne devrions pas nous limiter à déclarer que les mandats impératifs doivent être supprimés et les congrès mondiaux tenus avant les congrès nationaux, car des choses bien plus graves doivent être dites sur le travail et l'organisation des congrès mondiaux eux-mêmes.

(...) Je ne veux pas rouvrir ici un grand débat sur la question de la tactique, mais en pensant au programme, aux statuts, à la tactique, je trouve absurde l'idée de convoquer le V^{me} Congrès dans deux ans seulement. Au nom de la majorité de la délégation italienne, je me réserve donc de proposer que le V^{me} Congrès de l'I.C. se tienne, compte tenu

du renvoi de thèmes très importants, en été ou à l'automne 1923 au plus tard.

(Au nom du C.E., Koralov précise que le V^{me} Congrès se tiendra l'année suivante et que la décision d'espacer de deux ans les congrès mondiaux n'entrera en vigueur que par la suite).

Lénine sur le chemin de la Révolution

(Février 1924)

Le texte intégral de cette conférence, tenue à la Maison du peuple de Rome en plein régime fasciste, le 24-2-1924, est paru en version française dans le N° 12 de Programme Communiste (juin-septembre 1960).

Notre conception du rôle du chef en fonction de l'organisation en parti

s'y trouve développée. Les critiques décidées de toute démocratie numérique, de tout choix fondé sur le nombre brut des opinions sont particulièrement remarquables. Enfin, il est nié qu'une fonction élevée, à l'intérieur du parti comme dans la société future, puisse entraîner des avantages ou des privilèges personnels.

(...) Le matérialisme historique étudie la fonction des chefs en sortant résolument des limites étroites dans lesquelles la conception individualiste vulgaire enferme le problème. Pour nous, un individu n'est pas une entité, une unité achevée et indépendante des autres, une machine fonctionnant avec son énergie propre ou avec celle qui lui viendrait de la divinité ou de n'importe quelle puissance immanente, comme l'Idée absolue ou autres inventions aussi abstruses des philosophes. Les manifestations de l'individu et sa fonction sont déterminées par les conditions générales du milieu, de la société et de l'histoire. Ce qui s'élabore dans le cerveau d'un homme a été préparé dans ses rapports avec autrui et dans l'action — y compris l'action intellectuelle — d'autres hommes. Certains cerveaux privilégiés et exercés qu'on peut comparer à des machines mieux construites et plus perfectionnées, traduisent, expriment et réélaborent mieux que d'autres un patrimoine de connaissances et d'expériences qui n'existerait pas s'il ne reposait sur la vie d'une collectivité. Le chef n'invente pas, mais révèle la masse à elle-même. Il lui permet de se mieux situer dans la société et l'histoire, d'exprimer dans des formules exactes la tendance de son action dont les conditions sont données par les facteurs sociaux et dont l'économie explique, en dernière analyse, le mécanisme. Le matérialisme historique est une solution géniale du problème du déterminisme et de la liberté dont la portée vient de ce qu'il a analysé le problème en sortant du cercle vicieux de l'individu isolé et en se plaçant sur le terrain de l'expérience collective. L'histoire confirme le déterminisme marxiste et nous permet de conclure à la justesse de notre examen objectif et scientifique de ces questions, même si au stade actuel, la science ne peut pas nous dire comment les déterminations somatiques et matérielles qui s'exercent sur les organismes humains se traduisent en processus psychiques collectifs et personnels.

Le cerveau du chef est un instrument matériel fonctionnant grâce aux liens qui l'unissent à toute la classe et au parti. Les formules qu'il donne en tant que théoricien, les règles qu'il prescrit en tant que dirigeant pratique ne sont pas des créations à lui, mais la forme précise d'une conscience dont les matériaux appartiennent à la classe-parti et proviennent d'une très vaste expérience. Les données de cette expérience n'apparaissent pas toutes présentes à l'esprit du chef sous forme d'érudition, de telle sorte que nous pouvons expliquer, de façon réaliste, certains phénomènes d'intuition qui sont vulgairement pris pour de la divination, mais qui, loin de prouver la transcendance de certains individus sur les masses, nous confirment que le chef est l'instrument de la pensée et de l'action commune, et non pas son moteur.

(...) Les chefs sont ceux qui savent le mieux et le plus efficacement penser de la pensée de la classe, vouloir de sa volonté, cette pensée et cette volonté étant le produit nécessaire des facteurs historiques sur la base desquels elles édifient activement leur œuvre. Lénine illustre de façon extraordinaire cette fonction du chef prolétarien par l'intensité et l'ampleur avec lesquelles il l'exerça. Si nous avons retracé son œuvre, c'est qu'elle fait merveilleusement comprendre la dynamique collective qui pour nous, marxistes, anime l'histoire ; mais nous ne sommes pas de ceux qui admettent que sa présence conditionnait le processus révolutionnaire à la tête duquel nous l'avons vu, et encore moins que sa disparition arrêtera la marche en avant des classes travailleuses.

Le parti qui permet à la classe d'être classe et de vivre comme telle se présente comme une organisation unitaire dans laquelle les divers individus remplissent les fonctions correspondant à leurs aptitudes cérébrales et autres. Ils sont tous au service d'un but et d'un intérêt qui s'unifie toujours plus intimement « dans le temps et dans l'espace » (expression commode à comprendre dans sa signification empirique, et non pas transcendante). Tous les individus n'ont donc pas la même place ni le même poids dans l'organisation, mais à mesure que la division des tâches se rationalise, il devient de plus en plus impossible que celui qui se trouve à la tête se transforme en privilégié aux dépens des autres. Ceci vaut dès aujourd'hui pour le parti-classe et vaudra demain pour toute la société : notre révolution ne va pas vers la dissolution des rapports entre individus, mais vers leur resserrement et leur rationalisation. Elle est anti-individualiste parce que matérialiste. Ne croyant ni à l'âme, ni à un contenu métaphysique transcendant de l'individu, elle insère les fonctions de celui-ci dans un cadre collectif et constitue une hiérarchie qui substituera peu à peu la rationalité technique à la coercition. Le parti est déjà un exemple d'une collectivité sans coercition.

Ces éléments généraux montrent que personne n'a mieux dépassé que nous les banalités de l'« égalitarisme » et de la démocratie « numérique ». Si nous considérons que la base de l'activité est la collectivité, et non pas l'individu, quelle importance le nombre brut des individus peut-

il bien avoir pour nous ? Quel sens pouvons-nous donner aux mots de démocratie et d'autocratie ? Hier nous disposions en Lénine d'un champion de classe exceptionnelle, comme diraient les sportifs, et nous pouvions le placer tout au sommet de la pyramide. Mais aujourd'hui que cette machine humaine s'est arrêtée, le mécanisme peut continuer à fonctionner ; la hiérarchie sera seulement quelque peu modifiée, le sommet en étant occupé par un organe collectif composé bien entendu d'éléments choisis. La question se pose à nous non pas en terme juridiques, mais techniques, et on ne la résoudra pas avec des sophismes de droit constitutionnel ou pis naturel. Aucune raison de principe ne nous oblige à inscrire dans nos statuts l'expression « comité de chefs » plutôt que le mot « chef ». C'est en partant de là qu'on donnera une solution marxiste à la question du choix : ce choix qui fera plus pour l'avenir que toute l'histoire dynamique du mouvement ne peut pas être réduit à une banale consultation électorale. Et si finalement nous préférons ne pas mettre le mot « chef » dans nos statuts, c'est que nous n'aurons pas toujours parmi nous une individualité de la force d'un Marx ou d'un Lénine. Si l'homme, l'« instrument » exceptionnel existe, le mouvement l'utilise ; mais il peut tout aussi bien vivre s'il n'existe pas. Notre théorie du chef est bien loin des stupidités qui servent aux théologies et aux politiques officielles à démontrer la nécessité des pontifes, des rois, des "premiers citoyens", des dictateurs, des Duce, pauvres marionnettes qui s'imaginent faire l'histoire.

Organisation et discipline communistes

(Mai 1924).

Cet article est contenu dans le numéro 5 du 15-5-1924 de la revue Prometeo que les camarades de la Gauche communiste firent paraître à Naples en 1924. Une autre série de la revue parut ensuite à Bruxelles, toujours comme expression de notre courant. Enfin, notre parti fit paraître de nouveau Prometeo en Italie entre Juin 1946 et Juillet-Septembre 1952. Tout autre publication au titre

semblable est étrangère au mouvement.

Ce vieil article confirme nos positions sur l'organisation et la discipline et établit le juste rapport, non mécanique, entre les fonctions du centre et de la base, en rejetant toute application d'une banale démocratie. La traduction française intégrale peut être consultée dans le numéro 31 de Programme Communiste.

(...) L'illusion démocratique veut que la majorité indique toujours la voie juste et que dans le vote, tous les individus aient le même poids et la même influence. La critique de cette conception est implicite dans la pensée marxiste, et elle aboutit à repousser non seulement la tromperie monumentale du parlementarisme bourgeois, mais même l'application du principe majoritaire au fonctionnement de l'Etat révolutionnaire, des organisation économiques du prolétariat et de notre parti lui-même, à moins qu'on ne soit pratiquement obligé de s'en servir par manque d'une meilleure invention organisationnelle.

(...) En résumé, il faut étudier la question de la discipline et de l'organisation en tenant compte de la véritable nature historique du parti qui est une organisation exprimant la tendance de toutes les luttes sociales particulières à s'unifier dans un but commun, une organisation à laquelle on adhère volontairement. En résumant ainsi notre thèse, nous croyons être fidèles à la dialectique marxiste : l'action que le parti mène et la tactique qu'il applique, c'est-à-dire la façon dont il agit à l'extérieur, ont une influence sur son organisation et sa vie intérieures. Quiconque prétend, au nom d'une discipline illimitée, disposer du parti pour toute action, toute tactique, toute manœuvre quelles qu'elles soient, c'est-à-dire sans limites définies et connues de tous les militants, compromet fatalement l'organisation.

On ne parviendra réellement au maximum désirable d'unité et de discipline qu'en affrontant le problème sur cette base, et non pas en prétendant qu'il est déjà résolu par une règle banale d'obéissance automatique.

Motion de la Gauche du P. C. d'Italie à la Conférence Nationale clandestine de 1924

(Stato Operaio du 15-5-1924).

La Gauche n'avait plus la direction du Parti depuis le début de 1923 lorsque se tint cette réunion. Mais le nouveau Centre n'avait pu éviter de choisir les secrétaires fédéraux parmi les militants de Gauche parce qu'ils étaient particulièrement actifs.

Le résultat du vote fut remarquable. Quatre membres du Centre et quatre secrétaires fédéraux votèrent pour la majorité centriste. La minorité de droite recueillit les voix de quatre membres du Centre, de cinq secré-

taires fédéraux et d'un secrétaire inter-régional. La Gauche obtint l'adhésion d'un membre du Centre, de quatre secrétaires inter-régionaux, de trente cinq secrétaires fédéraux et du représentant de la Fédération des Jeunesses. Malgré la forme démocratique de cette consultation, c'était bien une manifestation de centralisme organique.

La motion de la Gauche reprend les principaux points de sa critique de la tactique et de l'organisation internationales.

(...) 2) Les divergences qui ont surgi entre le Parti Communiste d'Italie et l'Internationale Communiste proviennent d'une appréciation différente des problèmes de la tactique, de l'organisation intérieure et du travail de direction de l'Internationale dans son ensemble ; les divergences dans l'analyse de la situation italienne et dans la définition des tâches du Parti communiste italien ne sont qu'un aspect particulier de ces divergences générales.

7) Les problèmes posés par l'action du P.C.I. ne peuvent être résolus que sur la base de discussions et de décisions internationales concer-

nant toute l'orientation de l'Internationale Communiste. Le programme d'action du parti pour la période actuelle et le proche avenir que formule la gauche du P.C.I. présuppose que ses positions sur la tactique, l'organisation et la direction de l'I.C. s'imposent dans les congrès internationaux et que soient pleinement maintenus les postulats programmatiques classiques que formulèrent avec force et netteté les documents constitutifs dus à Lénine et inspirés de la plus vigoureuse tradition du marxisme révolutionnaire (...).

10) Il est indiscutable que dans l'Internationale fonctionnant comme parti communiste mondial, **la centralisation organique et la discipline** doivent exclure l'existence de fractions ou de groupes pouvant s'emparer plus ou moins complètement de la direction des partis nationaux, comme cela se produit actuellement dans tous les pays. La gauche du P.C.I. veut que cet objectif soit atteint le plus rapidement possible. Elle considère, cependant, qu'on n'y parviendra pas par des décisions ou des mesures de caractère automatique, mais en assurant un heureux développement historique au P.C. **international**, ce qui suppose que la clarification politique, la définition sans équivoque de la tactique et le renforcement de l'organisation progressent ensemble.

L'Internationale cessera d'avoir des fractions quand elle obéira à des critères de solidité et de continuité politiques, c'est-à-dire interdira les organisations locales **doubles** et les **fusions**, refusera de confier à de nouveaux adhérents des postes de direction importants à la suite de **négo-ciations et de compromis** et au mépris des garanties statutaires, repoussera les **blocs politiques** et les agitations pour des revendications confuses et qui peuvent entrer en contradiction avec notre programme, comme par exemple le **Gouvernement ouvrier**, etc... Si l'Internationale menaçait d'évoluer dans la direction opposée, la formation d'une opposition internationale de gauche deviendrait une nécessité absolue du point de vue révolutionnaire et communiste. La gauche du P.C.I. espère avec confiance que le prochain congrès exclura irrévocablement cette douloureuse éventualité par des décisions claires, dictées aussi bien par des raisons de principe que par la signification des plus récentes expériences de l'action communiste internationale, et que les communistes continueront, sans adoucissements et sans **illusoires manœuvres de diplomatie politique**, leur lutte impitoyable contre la réaction bourgeoise et l'opportunisme qui s'insinue de mille manières dans la classe ouvrière pour jouer son rôle d'allié naturel et nécessaire de la première.

V^{me} CONGRÈS MONDIAL

Discours du représentant de la Gauche

(XIII^{me} séance, 25 juin 1924)

Les débats de ce congrès furent dominés par la défaite d'octobre 1923 en Allemagne. Le III^e Congrès avait réagi à la défaite allemande de 1921 en condamnant la théorie de l'offensive soutenue par la gauche allemande, et c'est Lénine qui avait mené la critique. Toutefois, s'il avait dénoncé à juste titre les erreurs des partisans de l'offensive, il regretta par la suite d'avoir ainsi appuyé la droite du parti. En 1923, la droite allemande avait appliqué la tactique du front unique et du gouvernement ouvrier, et l'on voulut remédier au douloureux insuccès en disqualifiant et en destituant ses chefs .

La Gauche italienne soutint qu'on ne devait pas s'en prendre aux hommes, mais rejeter une méthode tactique erronée dont toute l'Internationale était responsable, comme nous

l'avions déjà affirmé au IV^e Congrès en 1922.

Toute la discussion sur la question allemande trouvera place dans l'histoire de la Gauche en cours de publication. Nous ne donnerons ici que les passages illustrant notre critique sur ces points fondamentaux : la fausse discipline à l'égard du Centre ; les rapports entre la révolution russe et la lutte internationale du prolétariat, sur lesquels de graves hésitations commençaient alors à se faire jour ; notre demande, déjà formulée au IV^e Congrès, d'exclure le front unique conçu comme un bloc de partis politiques et le "gouvernement ouvrier", même comme simple mot d'ordre d'agitation, car il marquait un abandon des principes du communisme marxiste au profit des méthodes de la social-démocratie

(...) Il est vrai que le III^{me} Congrès a beaucoup discuté de la tactique et qu'on y a adopté les thèses que nous connaissons tous. Mais dans ces thèses on ne parle pas encore, formellement tout au moins, des questions qui ont pris le plus d'importance par la suite, comme le front unique et le gouvernement ouvrier. Après le III^{me} Congrès, certaines sessions de l'Exécutif Elargi se sont également occupées de la question tactique, mais les sessions de l'Exécutif Elargi ne sont pas des congrès mondiaux et le IV^{me} Congrès devait en quelque sorte ratifier le travail de ces réunions et codifier les directives tactiques de l'Internationale Communiste.

La question fut mise à l'ordre du jour et le camarade Zinoviev la traita dans un rapport parallèle à celui qu'il fit sur l'activité de l'Exécutif. On présenta même au Congrès un projet de thèses sur la tactique préparé par le même camarade Zinoviev. Ce projet fut adopté à la fin du Congrès, mais la commission qui devait s'occuper du problème et qui, si je me

souviens bien, était composée du Présidium et de quelques membres des plus importantes délégations, ne put travailler. Elle ne se réunit que dans les derniers jours et c'est seulement alors que je pus présenter un projet de thèses opposé à celui du camarade Zinoviev et dont le Congrès ne put prendre connaissance.

Nous étions à la fin du Congrès, et je ne pus insister. On adopta donc bien le projet de thèses sur la question tactique, mais sans qu'une véritable discussion sur la tactique puisse avoir lieu comme au III^{me} Congrès.

Cette discussion est nécessaire maintenant, mais celle qui s'engage est, en fait, tout à fait différente : car discuter de la ligne tactique de l'Internationale en général est une chose, mais c'en est une tout autre de discuter seulement de la tactique appliquée par l'Internationale depuis le dernier Congrès pour en tirer des conclusions momentanées et non point des conclusions générales sur les questions que l'Internationale n'a pas encore tranchées. (Losovski : « Les deux questions seront discutées ensemble »).

Naturellement, mais nous n'avons pas un projet de thèses tactiques claires et nettes. Nous avons les thèses tactiques du IV^{me} Congrès qui doivent être modifiées, puisque tout le monde est d'accord là-dessus et que le camarade Zinoviev lui-même l'a reconnu, mais la discussion n'est pas à la hauteur de cette tâche.

Je me permets de faire une autre observation sur ce débat et sur toutes les discussions du même ordre que nous avons eues ici et qui constituent la phase essentielle du Congrès. Nous devrions discuter sur l'activité et la tactique de l'Internationale tout entière, sur le compte rendu d'activité de son organe suprême, l'Exécutif, entre les deux Congrès. On devrait soumettre à un examen très attentif l'activité et l'œuvre du centre dirigeant de l'Internationale. En réalité nous voyons qu'on ne fait pas ici le procès du Comité Exécutif, mais que c'est toujours le Comité Exécutif qui intente un procès à chaque parti, à chaque section (Applaudissements, rires).

Tous les orateurs qui viennent apporter au Congrès la contribution de leur parti à cette discussion internationale se préoccupent seulement, dans la très grande majorité des cas, de ce que le camarade Zinoviev a pu dire de leur Parti et restent enfermés dans leurs affaires nationales. Nous ne nous trouvons donc pas en présence de discussions et de résolutions ayant un véritable caractère international et permettant à la masse des militants du Komintern de se prononcer sur l'œuvre et l'activité du centre dirigeant pendant la période considérée par la voix de leurs délégués (...).

(...) On a lancé une formule qui peut être acceptée. Une formule est une expression fort brève, presque une convention et c'est pourquoi on peut pratiquement toujours l'accepter, à condition de s'entendre, d'établir bien clairement ce que l'on veut dire.

On a donc lancé cette formule : front unique par le bas et non par le haut. C'est une assez bonne formule : le front unique des travailleurs, de la classe ouvrière tout entière, et non la coalition de l'état major du parti communiste et de ceux d'autres partis soi-disant ouvriers. En effet, si nous ne voulons pas compromettre tout notre travail de préparation politique révolutionnaire du prolétariat, nous ne devons pas même laisser supposer qu'il existe un autre parti ouvrier en dehors du parti communiste et que les partis social-démocrates et les partis communistes sont des fractions parallèles de la classe ouvrière qui se seraient séparées par hasard et qui peuvent donc lutter et marcher ensemble. Nous devons dire au contraire que ce qui distingue notre parti des partis opportunistes est une nécessité de la lutte révolutionnaire, mais que, malgré cela, nous ne renonçons pas à tenter, sur le terrain des revendications partielles, une action commune des ouvriers qui sont déjà communistes et de ceux qui se trouvent dans les partis social-démocrates et opportunistes, et peut-être même dans les partis bourgeois.

Par ailleurs, nous nous trouvons également en présence d'une formule du camarade Zinoviev n'excluant pas complètement le front unique par le haut, ainsi que d'une déclaration de la camarade Fischer qui dit : « Cette formule mérite d'être clarifiée, mais nous pouvons, toutefois accepter, dans certains cas, une tactique de front unique qui nous amène à nouer des rapports avec les chefs, avec les états-majors des autres partis ».

Dans quelles limites peut-on accepter cela ? Voici la position que l'on doit prendre sur ce problème de tactique selon nous : la base du front unique ne doit jamais être un bloc de partis politiques. On doit établir cette base dans d'autres organisations, peu importe lesquelles pourvu que leur structure permette à une direction communiste de les conquérir, pourvu donc qu'elles soient susceptibles de devenir révolutionnaires. Lorsque nous proposons un front unique sur la base des syndicats, des conseils d'usine ou de n'importe quelle autre organisation ouvrière, même dirigée par des chefs opportunistes (cela peut nous obliger à négocier personnellement avec eux et nous ne nous en épouvantons nullement), lorsque nous disons cela, nous manifestons notre volonté d'entraîner dans la lutte des organisations qui sont susceptibles de devenir révolutionnaires et qui devront le devenir pour que le prolétariat triomphe. Lorsqu'au contraire nous invitons à une action commune un parti non communiste, nous nous adressons à une organisation qui ne peut lutter sur le terrain révolutionnaire et communiste, qui ne peut défendre les intérêts de la classe ouvrière et nous ne faisons que délivrer un certificat de capacité révolutionnaire à ce parti, contredisant ainsi tout notre travail théorique, toute notre œuvre de préparation politique de la classe ouvrière (**applaudissements**).

On nous dit aujourd'hui : « Oui, la tactique du front unique a été exagérément interprétée comme une coalition avec la gauche social-

démocrate. Repoussons cette interprétation, apportons des corrections à notre point de vue sur ce problème. Cette tactique correspondait à une période où régnait un état d'esprit pessimiste (la courbe révolutionnaire semblait descendre), elle ne convient plus à la situation actuelle qui, comme l'a fort bien expliqué le camarade Zinoviev, est riche de possibilités révolutionnaires ; aujourd'hui nous sommes pour une tactique qui mette l'autonomie politique du parti communiste en évidence, tout en restant d'avis qu'il faut se tourner vers les plus larges masses de la classe ouvrière pour atteindre le but qui nous est commun à tous : l'unité générale de la classe ouvrière et même de la classe paysanne sous la direction du parti communiste ». Mais à mon avis une telle conception n'est pas satisfaisante, car elle reste liée à la situation. On nous dit aujourd'hui que la situation mondiale nous déconseille la tactique de coalition avec les sociaux-démocrates. Mais rien ne nous garantit qu'on ne recommencera pas demain. Or, notre opinion diffère de celle de Zinoviev en ce que nous pensons que cette tactique d'alliance avec les partis opportunistes ne peut **jamais** être utile à la révolution communiste, **ni** quand la situation est révolutionnaire et que le parti communiste peut d'évidence prendre une position autonome, **ni** quand la situation est défavorable et que le moment de l'action finale semble s'éloigner. C'est pourquoi je trouve que cette question ne peut être convenablement réglée que dans un ensemble de thèses sur la tactique de l'Internationale, et non dans une simple résolution sur le rapport de l'Exécutif qui concerne seulement les deux dernières années. Il s'agit de choses très différentes, et l'avenir se trouvera fort diversement garanti par l'un ou l'autre type de résolution. On nous dit, par exemple, que les thèses du IV^{ème} Congrès contiennent certaines erreurs que l'on s'emploie à corriger aujourd'hui. Nous prenons acte de cette rectification, avec plaisir certes (**rires**), mais nous affirmons que ces erreurs opportunistes n'ont pas résidé dans l'application pratique, mais dans la direction de l'Internationale et du Congrès tout entier ; et, il faut bien le dire, ces erreurs étaient alors acceptées comme la véritable expression de la tactique communiste.

Par exemple, lorsque le camarade Graziadei — que l'on juge aujourd'hui à cause de son livre sur la théorie de la valeur (**rires**) — parla au IV^{ème} Congrès, immédiatement après moi et sur le même point de l'ordre du jour dont nous nous occupons aujourd'hui, il déclara : la fraction de gauche du Parti communiste italien est contre la fusion parce qu'elle est contre le front unique ; la fusion est un exemple de front unique. Actuellement, tout le monde est d'accord pour reconnaître que le front unique a pour condition nécessaire l'indépendance d'organisation du parti communiste, mais alors l'opinion de Graziadei était l'opinion officielle. Actuellement, même le camarade Rienzi (Tasca), de notre minorité (c'est-à-dire appartenant à la droite du P.C.I. - N.d.R.), critique avec raison l'opinion du camarade Graziadei. Mais alors, elle était « l'orthodoxie » à laquelle on recourait pour neutraliser mes affirmations orthodoxes. C'était là le ton de tout le Congrès. Je cite cet exemple, mais je pourrais également citer tous les discours du camarade Zinoviev, sa réplique, etc...

Evidemment, il ne s'agit pas seulement de ce point spécifique. C'est un fait que le front unique a été présenté par l'Internationale et par ses Congrès comme un bloc des partis ouvriers, un bloc du parti communiste avec d'autres partis ouvriers. Et alors la responsabilité de la fausse interprétation de la tactique du front unique revient tout entière à l'Internationale, à la majorité des Congrès et à la direction du Komintern elle-même.

La même chose s'est produite en Allemagne. Les faits montrent que durant la période qui a précédé l'échec colossal qui nous attendait là-bas, on a mené en Allemagne une politique de coalition et qu'on s'est imaginé qu'il était possible de traîner des sociaux-démocrates de gauche à la remorque de l'action révolutionnaire du parti communiste.

Les mêmes illusions se sont développées dans d'autres pays. Aujourd'hui, si nous voulons que ces expériences soient utiles, nous devons dire clairement qu'il ne s'agissait pas des illusions personnelles de tel ou tel camarade du centre du parti communiste allemand, mais bien des illusions de la grande majorité de l'Internationale et même de son centre dirigeant. Aujourd'hui, parce que la situation a changé, on en revient à cette conception que la tactique du front unique est utile parce que les revendications partielles constituent le terrain fondamental de notre travail d'éducation, mais que l'autonomie politique de l'organisation révolutionnaire, du parti communiste ne doit jamais être abandonnée. Une telle correction ne peut se limiter à la liquidation d'un rapport administratif ou bureaucratique : on doit liquider l'erreur commise d'une manière qui garantisse complètement l'avenir et l'action communiste internationale.

J'en viens au Gouvernement ouvrier. Les choses sont identiques. Je n'ai pas besoin de citer les thèses du IV^{me} Congrès puisque le camarade Zinoviev les a lui-même rappelées. Eh bien, nous en sommes toujours au même point. Par exemple, dans le discours du camarade Graziadei que j'ai déjà cité, le gouvernement ouvrier a été présenté comme le fait le camarade Radek, c'est-à-dire comme une manœuvre stratégique que l'on peut effectuer **même** sur le terrain parlementaire (car personne, ni le camarade Radek, ni le camarade Graziadei, ne dit qu'il s'agit d'une action purement parlementaire), parallèlement à l'action des masses, sans doute, mais en utilisant aussi la démocratie bourgeoise. Or, dans les thèses que nous avons présentées au IV^{me} Congrès, nous repoussions cette interprétation en déclarant qu'elle sème la confusion dans certaines questions de principe fondamentales concernant l'Etat et la conquête du pouvoir, c'est-à-dire dans ce qui est l'essentiel de notre programme et qui caractérise le rôle historique de notre organisation. Mais on n'a pas voulu le reconnaître et cette interprétation a été acceptée. Je ne peux vraiment prendre pour une justification suffisante que l'on dise maintenant qu'une phrase s'est glissée par erreur dans le texte : je me souviens qu'au cours de la discussion Zinoviev et Radek déclarèrent à l'unisson qu'ils étaient enfin d'accord sur une formule commune dans la question du gouvernement ouvrier.

Il ne s'agit pas ici, du reste, du camarade Graziadei, du camarade Radek, du camarade Zinoviev ou de tel ou tel autre camarade plus ou moins important du Komintern ; il s'agit de savoir quelle était l'appréciation de l'Internationale sur la tactique du gouvernement ouvrier, de même qu'il s'agit de donner l'importance qu'il mérite au fait que cette même Internationale veut aujourd'hui modifier son appréciation.

Il s'agit d'une véritable révision. La tactique du front unique n'a pas à être liquidée, on doit la conserver dans son acception révolutionnaire. Mais pour la tactique du gouvernement ouvrier, j'affirme qu'il s'agit d'une véritable liquidation. Il ne suffit pas de dire : nous conservons l'expression "gouvernement ouvrier" comme mot d'ordre d'agitation des masses ouvrières, mais il reste bien entendu que ce n'est qu'un pseudonyme, un synonyme de dictature du prolétariat et que nous n'avons rien changé à nos principes fondamentaux de conquête révolutionnaire du pouvoir. Au mois de juin 1922, nous avons accepté une formule analogue et le camarade Rossi a dit très justement qu'actuellement aussi nous pourrions accepter cette expression. Nous en sommes toujours là. C'est une convention, et pourquoi la refuser si vous nous déclarez que le gouvernement ouvrier n'est rien d'autre que la dictature du prolétariat, le pouvoir conquis par l'action révolutionnaire ?

Mais je veux être un peu plus "gauchiste" que mon ami Rossi. Au fond, nous sommes d'accord. Nous demandons des textes et des résolutions qui liquident nettement la **tactique** du gouvernement ouvrier selon l'interprétation de droite donnée par le camarade Radek et que la droite allemande a suivie dans la période où l'Internationale ne trouvait rien à redire à ce que faisaient Radek et la droite allemande. Mais je crois qu'il faut aussi réclamer l'enterrement de **l'expression** elle-même. Permettez-moi de parler ouvertement. Je considère la tactique comme liquidée et je ne veux plus me battre contre ce fantôme que personne ne défend plus. Mais je crois que si j'avais pu étudier le texte du discours du camarade Boukharine, j'aurais pu voir qu'il y reste quelque chose de plus que la simple phrase, quelque chose de plus que le simple pseudonyme de la dictature du prolétariat. De même, si je me référais aux arguments développés par le camarade Ercoli (Togliatti), du centre de notre parti, dans son intervention au Congrès, et par le camarade Scoccimarro dans la discussion intérieure de notre parti, je pourrais dire qu'il y reste quelque chose de cette utilisation de la démocratie bourgeoise. Naturellement, cela est complexe, on établit un lien avec les actions de masse, on fait état des nécessités révolutionnaires, mais il reste quelque chose.

Laisant cela, j'en viens à l'expression elle-même : gouvernement ouvrier. Ce serait donc une simple traduction russe de ces mots latins : dictature du prolétariat ? Mais quels avantages retirons-nous d'une telle traduction ?

Littéralement, cette expression ne correspond pas à l'image que nous

voulons donner de la conquête du pouvoir. La dictature du prolétariat, cette merveilleuse expression de Marx, il est déplorable qu'on veuille la mettre sournoisement dehors d'un Congrès communiste. Dans ces trois mots s'exprime clairement toute notre conception politique, tout notre programme. Dictature du prolétariat, cela me dit : le pouvoir prolétarien s'exercera sans aucune représentation politique de la bourgeoisie. Cela me dit aussi : le pouvoir prolétarien ne peut être conquis que par une action révolutionnaire, une insurrection armée des masses. Lorsque je prononce gouvernement ouvrier, on peut aussi entendre tout cela, si l'on veut ; mais si on ne le veut pas, on peut aussi entendre tout autre chose : un autre type de gouvernement qui n'exclurait pas la bourgeoisie des organes de représentation politique, par exemple, ou encore le fait que la conquête du pouvoir soit possible par des moyens légaux (voix sur les bancs français : cela est très juste !). L'expression n'est pas heureuse. Elle ne suggère pas l'idée dont nous avons besoin. On nous dit : si nous disons dictature du prolétariat, les masses ne comprennent pas ; elles nous comprendront si nous disons gouvernement ouvrier et nous gagnerons ainsi des adhésions dans les couches que nous n'avons pu encore toucher par notre propagande théorique. C'est à cela que se réduit, nous dit-on, le rôle très modeste de l'expression gouvernement ouvrier. Je conteste également cela, je ne crois pas à cette utilité pratique. Autour des mots « dictature du prolétariat » se sont groupés des événements d'une telle importance, qui ont intéressé les masses les plus profondes du prolétariat mondial, que même les travailleurs vivant hors de la Russie soviétique savent ce qu'est la dictature du prolétariat et la réclament d'instinct, alors même qu'ils sont sous l'influence des chefs sociaux-démocrates. Mais que peut bien comprendre un simple ouvrier, un simple paysan au gouvernement ouvrier, alors que depuis trois ans, nous, les chefs du mouvement ouvrier, nous ne sommes pas parvenus à comprendre et à définir de façon satisfaisante ce qu'est au juste ce gouvernement ouvrier (applaudissements) ?

Je demande simplement un enterrement de troisième classe et pour la tactique et pour le mot d'ordre du gouvernement ouvrier. Mais on nous dit : Vous êtes décidément insatiables ! L'Internationale va à gauche et vous n'êtes pas encore contents. Eh bien, admettons que l'Internationale aille à gauche ; mais si je me réfère à mon discours au IV^{me} Congrès, je note qu'alors je critiquai précisément cette tendance de la direction de l'Internationale à aller à droite ou à gauche selon les indications de la situation ou selon l'interprétation que l'on croyait devoir donner du développement des événements. Tant qu'on n'aura pas discuté à fond le problème de l'élasticité, de l'éclectisme (lorsque j'ai employé déjà cette expression je me suis attiré cette sévère réponse de Boukharine : « Ce terme a défini une campagne bolchevique contre l'opportunisme social-démocrate »), tant que cette élasticité sera maintenue, des oscillations se produiront et une oscillation à gauche nous fera toujours craindre une prochaine oscillation, encore plus marquée, à droite.

Or, ce n'est pas une déviation à gauche dans la conjoncture actuelle que nous demandons, mais une rectification claire et précise des directives de l'internationale : même si cette rectification n'est pas faite comme nous le demandons, même si elle correspond à l'opinion de la majorité de l'Internationale, de ses dirigeants qui ont toute qualité pour s'exprimer, qu'elle soit faite au moins d'une manière claire. Nous devons savoir où nous allons.

Parce que nous avons déjà fait un certain nombre d'expériences, parce que nous avons constaté qu'après avoir accepté cette expression de gouvernement ouvrier, au mois de juin 1922, nous l'avons vu se transformer de synonyme de dictature du prolétariat en synonyme de parlementarisme vulgaire, nous demandons que l'on biffe cette expression pour nous préserver, à l'avenir, de semblables surprises (...).

(...) Nous voulons une véritable centralisation, une véritable discipline. Nous sommes tous pour la centralisation et pour la discipline ; mais nous demandons que soient réalisées les véritables conditions qui garantissent ce résultat dans les faits. En la matière, on ne peut se fier à la bonne volonté de tel ou tel camarade qui, au bout de vingt séances, signe un accord aux termes duquel la droite et la gauche se sont finalement unies.

Avec ce système, on n'assurera jamais une véritable discipline. C'est dans la réalité, dans l'action, dans la direction du mouvement révolutionnaire du prolétariat tendu vers l'unité mondiale que cette discipline doit se réaliser, mais elle doit se développer à partir de quelque chose de spontané surgissant des réactions immédiates de la lutte des classes.

Pour arriver à une centralisation et à une discipline parfaites, il faut une direction tactique claire et une continuité dans la structure de nos organisations et donc dans les limites qui nous séparent des autres partis. Je rappellerai encore une fois à ce propos notre vieille opposition à la fusion avec d'autres partis, au noyautage politique d'autres partis et également à la constitution de partis sympathisants, — ce dernier problème pouvant être traité lors de la discussion des nouveaux statuts. Nous sommes contre l'existence, aux côtés des partis communistes sérieusement liés par une discipline impérative, de partis qui vivraient commodément à l'ombre du drapeau de l'Internationale sans s'être engagés à rien et qui, échappant à notre contrôle, pourraient se préparer tranquillement à trahir le prolétariat.

On nous dit : Vous n'avez pas confiance dans l'Internationale. Vous n'êtes pas sûrs que l'Internationale restera toujours révolutionnaire, vous vous défiez d'elle, votre langage le prouve ; mais l'Internationale ne peut tolérer dans ses rangs ceux qui se défient d'elle ceux, qui n'ont pas confiance dans le sûr développement révolutionnaire de son action.

On nous dit : une garantie existe ; c'est la présence à la tête de l'Internationale du Parti Bolchevique russe, de ce parti qui a une si gran-

diose tradition révolutionnaire et qui détient le pouvoir du premier Etat prolétarien. Cela devrait suffire à vous garantir que l'Internationale n'ira pas trop à droite, qu'elle restera toujours sur une ligne révolutionnaire. C'est ce que nous ont dit nos camarades du Centre dans les discussions intérieures de notre parti.

Zinoviev a déclaré que je me suis exprimé à cet égard avec beaucoup de courage. Je me félicite de ce compliment et je continuerai à m'exprimer avec le même courage.

Je pense que l'importance grandiose de la contribution du bolchevisme au mouvement d'émancipation révolutionnaire du prolétariat mondial découle justement de la situation tout à fait spéciale où se trouvait le parti russe. Il n'était pas en présence d'un capitalisme développé et d'un prolétariat nombreux et évolué ; il n'était pas en présence d'une révolution bourgeoise déjà accomplie, dans un pays ayant déjà parcouru une phase démocratique. Eh bien ! ce parti a pu puiser la véritable théorie révolutionnaire là où existaient le grand capitalisme et un prolétariat développé. Appliquée de main de maître là où elle avait toutes les chances de faire faillite, cette théorie a au contraire confirmé sa validité de la façon la plus éclatante. Telle est la preuve grandiose faite par le bolchevisme et sa contribution vraiment immense à la cause du prolétariat mondial avant la révolution russe et après, dans les premières années de l'Internationale, qui furent son âge d'or.

Sans tomber dans les exagérations des social-démocrates qui veulent établir une correspondance immédiate et fort banale entre le développement du capitalisme et celui des forces révolutionnaires, nous ne devons pas oublier que, si le parti bolchevique a pu réaliser cette synthèse du développement particulier de la Russie et des expériences révolutionnaires mondiales, c'est parce que ses chefs furent contraints d'émigrer et de vivre dans l'ambiance du capitalisme occidental, là où existait un prolétariat qui avait su forger sa théorie et sa politique.

Le développement historique du capitalisme mondial et la guerre impérialiste de 1914 leur ont permis cette magnifique et triomphale application de cette doctrine mondiale qu'est le marxisme révolutionnaire, le léninisme : car Lénine est mondial et non pas seulement russe ; il appartient à nous tous (**applaudissements**).

Je dois avoir la sincérité de dire que, dans la situation actuelle, c'est à l'Internationale du prolétariat révolutionnaire mondial de rendre au Parti communiste russe une partie des nombreux services qu'il en a reçus. La situation du Parti russe est la plus périlleuse à l'égard du danger d'une révision de droite, et tous les autres partis doivent le protéger d'un tel danger. C'est dans l'Internationale qu'il doit trouver la force dont il a besoin pour traverser cette situation vraiment difficile et dans laquelle les efforts des camarades qui le dirigent sont vraiment admirables. Certes, la contribution énorme que le parti russe a donnée à l'œuvre de l'Internationale

tionale est une garantie pour nous. Mais nous voulons que la véritable garantie repose sur toute la masse du prolétariat révolutionnaire du monde entier.

On nous accuse de pessimisme à l'égard de l'Internationale. Mais est-ce nous qui sommes pessimistes à l'égard de l'Internationale ? N'est-ce pas plutôt le Centre dirigeant de l'Internationale qui l'est à l'égard de la capacité révolutionnaire du prolétariat des autres pays ? Il semble que certains camarades se demandent si nous ne sommes pas en présence d'une période de stagnation de la révolution mondiale et des partis qui se sont formés autour du parti communiste russe et qui se réduisent à l'état de groupes et d'écoles politiques, impuissants à réaliser ce qu'a réalisé le parti russe.

Je pense que cette appréciation des masses d'Occident est exagérément pessimiste. Nous nous posons toujours le problème de la conquête des masses. C'est un problème fondamental, mais nous courons le risque de nous le poser d'une manière artificielle. Les masses d'Occident sont plus révolutionnaires qu'on ne le croit. Naturellement, pour réaliser les conditions d'un triomphe de la révolution, il faut des circonstances déterminées et il faut que, de notre côté, nous soyons à la hauteur de la situation (...).

Réplique de la Gauche à Zinoviev

(XVI^{ème} séance, 27-6-24)

Après les objections du rapporteur Zinoviev, le représentant de la Gauche communiste définit à nouveau clairement nos positions aussi bien sur les problèmes tactiques généraux que sur les erreurs dans le travail d'organisation et de direction de l'Internationale.

Notre position sur les fractions est particulièrement claire : elles ne doivent pas exister ; toutefois, ce résultat ne peut être obtenu en prenant des mesures disciplinaires contre les individus, mais en suivant une ligne tactique et organisationnelle unitaire, continue et cohérente.

Dans son discours de clôture, le camarade Zinoviev affirme avec insistance que, dans la question de la fraction internationale de gauche, je me suis comporté d'une manière diplomatique. Je déclare ici — et j'espère que l'on voudra bien me croire — que je n'ai jamais changé d'avis sur cette question. J'ai rectifié les affirmations concernant ce que j'ai dit au IV^{ème} Congrès en répétant mot pour mot ma déclaration d'alors. Beaucoup de camarades présents aujourd'hui dans cette salle ont été témoins de cette déclaration.

Le camarade Zinoviev a ensuite cité un autre texte, un vieil article publié au cours des débats intérieurs de notre parti, dans lequel, contrairement à cette déclaration, j'aurais tenu le propos que l'on m'attribue ici : ou l'Internationale nous donnera raison, c'est-à-dire donnera raison à la gauche, ou bien nous créerons une fraction internationale de gauche. Mais

ce texte n'est pas exact. Il semble provenir d'une traduction allemande, probablement fournie au camarade Zinoviev par des Italiens experts en la matière (**rires**).

Si j'étais vraiment d'avis que la fondation d'une fraction internationale de gauche soit nécessaire, je le dirais ouvertement : j'irais même plus loin. Je n'entend pas du tout agir avec diplomatie.

Je disais exactement la même chose dans cet article, c'est-à-dire : « C'est un fait qu'au sein de l'Internationale, dans tous les pays, existent des fractions qui se combattent aux Congrès et luttent pour la conquête de la direction de leurs partis respectifs. Nous sommes nous aussi de l'avis que si l'Internationale doit devenir un parti communiste mondial vraiment centralisé, ces fractions ne doivent pas exister. Mais comment atteindre cet objectif ? Il ne suffit pas de blâmer et de rappeler plus ou moins énergiquement à la discipline certains individus : il est au contraire nécessaire de conduire le travail de la manière que nous réclamons, c'est-à-dire d'imposer à l'Internationale communiste une ligne organisationnelle unitaire et cohérente. Si cela se réalise, les fractions disparaîtront. Si l'on n'emprunte pas cette voie, mais la voie opposée, alors on n'obtiendra pas la disparition des fractions internationales et l'on devra prendre en considération la constitution d'une fraction internationale ».

Je n'ai jamais rien dit d'autre. Je prie les camarades, et avant tout le camarade Zinoviev, de prendre acte de ce que mon opinion est toujours restée la même, quel que soit le mois de l'année (**applaudissements**).

Déclaration de la Gauche sur le discours de Boukharine

(XIX^{me} séance, 28-6-1924)

Il fut nécessaire de répliquer à un très long discours de Boukharine qui voulait "obtenir la tête" d'un camarade italien, bon militant, mais peu ferré dans les questions théoriques, et surtout rendre toute la Gauche responsable des quelques phrases naïves

qu'il avait écrites. La réponse, sèche et décidée, ne renia pas le camarade en question, mais annonça que la Gauche présentait un projet de thèses sur la tactique que, contrairement au document analogue du IV^e Congrès, nous n'avons malheureusement pu retrouver.

Le camarade Boukharine a basé son discours sur un article paru dans un organe officiel de notre parti (qui naturellement n'est pas dirigé par la tendance que je représente) où un débat sur la politique du parti avait été ouvert. N'importe quel camarade peut écrire dans cet organe. En Italie, les camarades ne sont pas officiellement groupés en fractions, et la rédaction publie chaque article sous la responsabilité personnelle de l'auteur.

Quant aux idées de la fraction de gauche, elles ont été exprimées dans des textes, des thèses, par notre participation aux travaux de la Conférence nationale du parti italien, et dans de nombreux articles parus dans l'« Etat Ouvrier » et signés par les camarades dont le nom figure au bas des thèses présentées par notre tendance. Mais le camarade Boukharine ne s'est pas occupé de tout ce matériel. Il a consacré tout son discours à un article signé par un excellent camarade, que pas plus lui que le Congrès ne connaissent.

Or, je ne considère vraiment pas comme un délit qu'un simple ouvrier, un camarade de parti qui partage le point de vue de l'extrême gauche (mais vous l'appellerez comme bon vous semblera) dise des choses inexactes, et je vois pas non plus pourquoi je devrais me désolidariser nettement de son article. Ce que je juge très grave pour l'activité de l'Internationale et pour les intérêts du mouvement communiste, c'est qu'un dirigeant et un marxiste de l'importance du camarade Boukharine consacre un discours d'une heure et demie à la théorie contenue dans l'article d'un simple militant. C'est cela que je dois relever, et non le fait que je suis responsable seulement de ce que je signe.

On a déclaré de différents côtés que l'exposé de notre point de vue sur la direction générale de l'Internationale Communiste n'est pas suffisamment clair. On y reviendra en commission, et je crois que la question du projet de thèses sur la tactique sera soumise au plenum. La Gauche italienne présentera en commission un projet complet de thèses sur la tactique et nous demanderons qu'un de nos camarades, moi par exemple, soit nommé co-rapporteur. Nous aurons tout le temps d'expliquer les points qui ne sont pas suffisamment clarifiés (...).

Déclaration de la Gauche sur l'Organisation

(XXX^{me} séance, 7-7-1924)

Le compte-rendu des travaux de la Commission des Statuts fut donné en fin de congrès. Sans repousser ces statuts, la Gauche dut faire la déclaration suivante. Il est à noter que la proposition d'interdire les fractions,

faite par les Italiens eux-mêmes, fut repoussée par tous sous le prétexte vraiment spécieux qu'il pouvait être utile à l'Exécutif lui-même de former une fraction dans un parti national.

(...) Nous avons demandé que cette expression de l'article un : « pour la conquête de la majorité de la classe ouvrière », soit remplacée par : « pour la conquête des plus vastes couches de la classe ouvrière ». On a dit à ce propos que l'expression continue dans le projet de statuts est tirée des thèses présentées par Lénine au III^{me} Congrès. Nous soulignons la nécessité d'une discussion sur ce point et nous objectons que la commis-

sion des statuts n'est pas compétente pour résoudre ce problème. La commission, toutefois, a accepté cette formule à l'unanimité. Je dois rappeler que Lénine, dans une lettre publiée par la suite, se reprochait **d'avoir fait trop de concessions** à la droite au III^{me} Congrès. L'expression dont nous parlons est précisément une de ces concessions. « Conquête de la majorité de la classe ouvrière », cela prête le flanc à toutes les interprétations **statistiques** des opportunistes. Dans son rapport, Zinoviev lui-même a polémique là-dessus contre Hula. (« Suivant un article du camarade tchécoslovaque Hula, avant de penser à la révolution, on devrait conquérir et organiser une majorité de 99% statistiquement prouvée ! »)

Nous proposons en outre qu'on ajoutât un article **interdisant de créer des fractions** dans les partis. Nous qui sommes accusés de **menées fractionnistes**, nous aurions eu plaisir à nous voir appuyer par tous les camarades dans la lutte contre le fractionnisme. Mais la Commission a repoussé notre proposition à l'unanimité, sous prétexte qu'introduire une telle limitation dans les statuts de l'Internationale aurait **empêché de créer des fractions** dans les partis communistes quand cela **aurait été nécessaire**. Nous repoussons cette thèse qui autorise **le fractionnisme par le haut**, la plus efficace des méthodes de **désorganisation**.

Nous demandions également la suppression de l'article autorisant la création de partis sympathisants. L'existence de tels partis n'a pas seulement des répercussions politiques nuisibles sur les sections nationales de l'Internationale, elle nuit également à l'Internationale elle-même. Elle conduit à admettre que dans un même pays deux partis différents puissent appartenir à l'Internationale, et donc à mettre sur le même plan les partis opportunistes et les partis communistes. Ceci est en complète contradiction avec le principe qu'il ne peut exister qu'un seul parti révolutionnaire dans chaque pays : le parti communiste (...).

Le danger opportuniste et l'Internationale

(Stato Operaio, juillet 1925)

C'est là un des articles les plus importants de la polémique qui eut lieu en Italie avant le III^e Congrès du parti.

L'opportuniste qui n'était alors qu'une menace contre laquelle la Gauche luttait, devint en quelques années une terrible réalité. L'article prévoit que toute l'énergie révolutionnaire des partis communistes va se trouver canalisée par la morne bureaucratie philistine qui effectivement finit par l'emporter. La question de la bolchévisation est traitée ensuite. Bien

qu'elle ait été la première et la seule à organiser un réseau de groupes du parti communiste dans les syndicats et les usines formant d'actifs prolongements du Parti (ce que l'on appelait dans l'Internationale les fractions syndicales et qu'il ne faut évidemment pas confondre avec les fractions politiques à l'intérieur du Parti), la Gauche Italienne dénonça par avance et avec vigueur le danger que l'on courait en en faisant, sous le nom de cellules, la base de l'organisation du parti, à la place des

anciennes sections territoriales.

Ce danger est relié aux graves erreurs de tactique commises par

l'Internationale, que l'on voulait masquer par une véritable fossilisation bureaucratique des partis.

Nous croyons possible que l'Internationale tombe dans l'opportunisme, même si nous évitons soigneusement de traduire possible par certain ou même probable. Nous trouvons absurde de supposer qu'une « quelconque Internationale », même construite selon nos « recettes », objet de tant d'ironies, puisse, par quelque vertu mystérieuse, grâce à quelque garantie fixée **à priori**, souscrire à une sorte d'**assurance** contre le danger de déviations opportunistes. Les précédents historiques les plus glorieux, les plus éclatants ne peuvent suffire à protéger un mouvement, même et surtout quand il s'agit d'une avant-garde révolutionnaire, d'un révisionnisme éventuel. Le **passé** ne peut être une garantie contre l'opportunisme, les garanties doivent être actuelles et permanentes.

Nous ne pensons d'ailleurs pas qu'une préoccupation exagérée du danger opportuniste puisse présenter de graves inconvénients. Il serait certes déplorable qu'on critique et jette l'alarme par amour du sport. Mais même s'il était faux que « quelque chose ne tourne pas rond », si notre intuition nous trompait quand elle nous dit que de graves déviations se préparent, et si toutes les critiques n'étaient que des élucubrations individuelles, on comprend mal comment elles pourraient affaiblir le moins du monde le mouvement et comment il pourrait avoir la moindre difficulté à les surmonter. Par contre, on ne voit que trop le danger qu'il y aurait à ce que le danger opportuniste grandisse avant que, comme ce fut trop souvent le cas, personne n'ait osé sonner vigoureusement l'alarme. La critique sans l'erreur est mille fois moins nuisible que l'erreur sans la critique (...).

(...) Pour nous, le premier danger réside dans le pessimisme et le défaitisme latents dont la mentalité des éléments dirigeants de notre mouvement est toute imprégnée. Au lieu d'affronter virilement les difficultés auxquelles se heurte actuellement l'action communiste, de discuter courageusement des multiples dangers qui nous menacent et de défendre contre eux notre doctrine et notre méthode, ils cherchent refuge dans l'intangibilité de leur système. Leur grande satisfaction est de spéculer sur les idées et les intentions intimes, à la façon des commères, pour « établir » que tel ou tel a contrevenu aux **recettes** inscrites sur leurs tablettes, et pour pouvoir s'écrier : « Ils sont contre l'Internationale, contre le léninisme » (...).

(...) Ce serait là la pire liquidation du parti et de l'Internationale, au milieu des manifestations caractéristiques du philistinisme bureaucratique. L'optimisme aveugle que l'on affiche en est un symptôme : tout va bien et quinconque se permet d'en douter n'est qu'un raseur dont il faut se débarrasser au plus vite. Si nous nous opposons à cette mode, nous qui avons confiance dans la cause communiste et dans l'Internationale, c'est que nous nions qu'elles puissent vivre uniquement de leur « patri-trimoine » d'autorité et d'influence politiques (...).

(...) Notre prise de position contre la bolchevisation et les cellules a fait un bruit énorme. Mais nous pouvons considérer que grâce aux réponses précises de nos camarades de la Gauche, la campagne qui visait à nous attribuer des opinions scandaleuses sur la nature du parti et la fonction des intellectuels a fait faillite. Des précisions ont été données également sur la question des cellules. Notre position peut être schématisée ainsi. Le **type** d'organisation ne peut garantir par lui-même la nature politique du parti ou **le protéger des dégénérescences opportunistes**. Il n'est donc pas exact de dire que le parti social-démocrate se caractérise par une organisation territoriale, tandis que le parti communiste est fondé sur les cellules d'usine. Les cellules ont été utiles en Russie, sous le tsarisme, et on n'avait pas à les abandonner ensuite ; mais dans les pays de capitalisme avancé et de régime politique démocratique bourgeois, elles sont tout à fait inopportunes (...).

Les conseils d'usine dont parlent les thèses du 11^e Congrès ou les documents de la fraction communiste avant Livourne sont tout autre chose. Les "ordinovistes" et nous avons rédigé ces documents d'un commun accord, et dans la première période de son existence notre parti a organisé de tels conseils, qui ont fort bien répondu à ce qu'on attendait d'eux ; c'est à eux qu'on doit attribuer le mérite de tout ce que les fameuses cellules ont pu faire de bon là où elles ont été constituées, comme le dernier militant du parti l'a d'ailleurs fort bien compris, si bien que le truc de nos contradicteurs n'abuse personne.

Nous ne sommes pas contre les cellules, c'est-à-dire contre le fait que des groupes d'adhérents au parti remplissent certaines fonctions dans les usines ; nous demandons seulement qu'on ne supprime pas le réseau territorial et qu'on continue à le considérer comme la base même de l'activité politique du parti, comme son cadre naturel et comme l'instrument de pénétration du parti dans les mouvements du prolétariat, complété bien sûr par les réseaux d'usine, syndicaux, coopératifs, etc...

Mais voyons de plus près cette affaire de la bolchevisation et précisons les raisons de notre méfiance. La **bolchevisation** consiste à organiser le Parti en cellules dirigées par un **réseau de fonctionnaires** qui doivent leur toute-puissance au **respect aveugle** qu'ils manifestent à des recettes qu'on voudrait faire passer pour du léninisme ; c'est une tactique et une méthode dont le Centre attend qu'elles lui assurent l'exécution automatique des directives les plus inattendues de la part de la base, ce qui est une grave erreur ; elle va de pair avec une direction de l'action communiste internationale qui s'inspire de précédents tirés de l'histoire du parti bolchevique tels du moins que les interprète un groupe privilégié de camarades. Nous pensons que la bolchevisation n'atteindra pas ses propres buts et qu'elle affaiblira le mouvement. C'est une réaction malheureuse aux échecs des nombreuses expériences tentées par l'Internationale en matière tactique, que nous avons critiquées en leur temps contre l'opinion de la majorité. Faute de courage, on tente de remédier à ces échecs par une "bolchevisation" du mouve-

ment qui, au lieu de le renforcer d'une façon quelconque, figera et immobilisera ses initiatives et des énergies spontanées. Le mouvement est renversé, la "synthèse" précède ses éléments, la pyramide, au lieu de se dresser solidement sur sa base, se renverse sur son sommet dans un équilibre tout à fait instable (...).

(...) Lorsque le mot d'ordre du gouvernement ouvrier fut lancé, nous avons affirmé nettement qu'il ne s'agissait plus d'une tactique mal venue et inefficace, mais d'une véritable déviation de la doctrine marxiste et léniniste, qui introduisait dans le corps de notre conception de l'émancipation prolétarienne des éléments étrangers, partiellement pacifistes et démocratiques. On nous répondit que nous nous trompions, que le "gouvernement ouvrier" n'était ni une autre possibilité historique que la dictature du prolétariat ni la solution politique fondamentale du problème de l'Etat et du pouvoir, mais seulement un mot d'ordre "d'agitation", un synonyme (expression mémorable !) de la dictature du prolétariat. Après les mésaventure bien connues de la tactique du gouvernement ouvrier et du front unique politique en Allemagne, on s'aperçut que ceux qui l'avaient appliquée — à Berlin comme à Moscou — s'étaient au contraire vraiment imaginé qu'en collaborant avec les social-démocrates de gauche, on pouvait accéder au pouvoir, comme si cela avait modifié les termes du problème. Il y avait donc danger à conserver certains mots d'ordre, même en les présentant comme d'innocentes formules de propagande. Celles du IV^e et du V^e Congrès avaient aggravé le problème, et la suite des événements a confirmé que nous avions raison de repousser ces mots d'ordre en démontrant qu'ils touchaient bien à des principes fondamentaux. La manière dont la question allemande a été liquidée est rien moins que satisfaisante. Cette déclaration peut paraître sommaire, mais ce qui m'importe est de définir une fois de plus l'importance et la portée de la divergence. Nous nous trouvons aujourd'hui en présence d'une **nouvelle** tactique (...).

(...) La **nouvelle** tactique se présente comme un repli : la question de la prise du pouvoir ne se posant plus de façon immédiate, nous devons viser à des résultats plus modestes tout en maintenant intégralement les points fondamentaux de notre programme. Ces résultats "plus modestes" n'étant cependant rien de moins que l'établissement de régimes "de gauche" dans les différents pays. On se contente donc de répéter dans un langage nouveau cette très vieille thèse : les progrès ultérieurs de la classe ouvrière sont conditionnés par l'existence d'un régime de liberté politique. Cette thèse est objectivement fautive pour les trois quarts au moins, et pour le quart restant, elle est terriblement dangereuse. Dans certaines situations, la lutte du prolétariat peut tirer avantage de la présence d'un gouvernement démocratique, tandis que dans d'autres situations, c'est le contraire ; mais il existe une condition **CONSTANTE** de succès de la lutte révolutionnaire, qui est l'autonomie du parti prolétarien et l'indépendance de sa politique.

(...) Nous sommes alarmés de cette façon d'agir, de ces perspectives nouvelles qu'un examen sérieux aurait écartées, mais qu'on réussit à imposer en les présentant sous un éclairage artificiel. Nous n'affirmons pas que ce soit là de l'opportunisme social-démocrate, comme on voudrait nous le faire dire ; mais, quicque lointaine, la ressemblance devrait nous inciter à changer complètement de route. Quelques semaines après les débats complexes du III^e Congrès, la question du "front unique", dont on n'avait pas dit un mot alors, surgit. Le "gouvernement ouvrier" fit son apparition après les décisions de l'Exécutif Elargi de février 1922, disparut ou du moins rentra dans l'ombre au IV^e Congrès, mais n'en servit pas moins de base à la tactique pratiquée par la suite en Allemagne. C'est seulement à la fin du V^e Congrès, et après de vives résistances, que l'on put retrancher quelque chose à la proposition d'unité adressée à Amsterdam. Comme d'habitude, la nouvelle tactique est devenue un fait accompli **avant** qu'un organisme international ait pu l'examiner. Nous avons toujours demandé que dans le domaine tactique les décisions soient impératives et... préventives, non posthumes.

Par exemple, c'est avec une véritable stupeur que nous avons entendu justifier la proposition faite par notre parti de créer un anti-parlement sur l'Aventin. Une telle proposition, ne devrait pas, selon nous, avoir droit de cité dans le camp communiste, car elle est impudemment démocratique, pour ne pas dire plus ; elle ne viole pas seulement les règles tactiques, mais les principes eux-mêmes. Quand nous avons voulu pouvoir que les thèses ne font que tolérer, et encore à titre exceptionnel, le front unique "par le haut", c'est-à-dire les propositions aux chefs d'autres partis, à condition qu'ils se prétendent ouvriers, et que des démarches analogues auprès de partis défendant officiellement l'ordre bourgeois étaient tout simplement monstrueuses, savez-vous ce qu'on nous a répondu ? "Mais la proposition de former l'anti-parlement n'est nullement une application de la tactique du **front unique** !" Nom de dieu ! Mais alors qu'est-ce que c'est ?

Plateforme de la Gauche

(Unità, 7 - 7 1925).

En vue du Congrès de Lyon, la Gauche présenta la plateforme qu'elle développa par la suite dans les thèses défendues au congrès lui-même. Nous reproduisons la partie concernant la structure de l'organisation qui déplore à nouveau les abus disciplinaires. A l'époque, la polémique contre Trotsky en était à ses débuts, et la plateforme prend position sur ce problème. La Gauche ne suivit jamais

Trotsky sur le terrain des protestations contre la suppression de la démocratie dans le Parti et dans l'Etat, ni dans sa théorie de la bureaucratie nouvelle classe dominante en Russie (à supposer qu'il en ait été l'auteur) ; mais elle se solidarisait avec lui contre les attaques déloyales dont il était l'objet et qui annonçaient l'opportunisme stalinien.

Systèmes d'organisation du parti

(...) Le Parti est l'organe qui synthétise et unifie les poussées individuelles ou collectives de la lutte de classe. Par suite, le mode d'organisation du Parti doit le rendre capable de s'élever au-dessus des catégories particulières et donc de rassembler les éléments qui proviennent des diverses catégories prolétariennes et de la paysannerie, ou qui désertent la classe bourgeoise, etc.

Les autres tendances considèrent que le réseau de cellules est le type d'organisation du parti. Elles pensent que le problème de la tactique révolutionnaire se trouve résolu du même coup, l'organisation de base du Parti se trouvant dans l'usine, c'est-à-dire parmi les ouvriers.

Nous devons rappeler que c'est là précisément la structure des organisations contre-révolutionnaires (syndicat, Labour Party) où le fractionnement de la classe ouvrière en groupes professionnels entraîne la disparition de toute vue d'ensemble des buts de classe. Il est donc faux de soutenir que l'organisation sur une base territoriale est propre aux partis électoralistes et social-démocrates, et que le système... cellulaire est la cle de voûte d'une juste tactique révolutionnaire.

De même, discipliner, c'est canaliser et utiliser des forces en voie de développement et que le système d'organisation doit être capable d'harmoniser. C'est ainsi que les nouvelles expériences deviennent le patrimoine du parti qui les interprète, les assimile ; elles n'ont rien à voir avec les inventions de quelques fonctionnaires qui les imposent à un Parti inerte en fonction d'interprétations le plus souvent erronées. Les **sanctions disciplinaires** visent à réprimer des cas isolés et non à étouffer l'ensemble du Parti, qui doit en quelque sorte les tenir en réserve contre certaines aberrations d'ailleurs rares.

L'apparition et le développement des fractions est l'indice d'une maladie générale du Parti, le symptôme d'un divorce entre son fonctionnement et ses buts ; on les combat en identifiant la cause du mal afin de l'éliminer, et non **en abusant des pouvoirs disciplinaires** pour résoudre la situation d'une manière nécessairement formelle et provisoire.

Seule la position générale de la Gauche pourra éliminer les causes de l'existence des fractions et garantir une discipline ferme, mais consciente. En fait, nous nous sommes toujours opposés aux manœuvres dans les questions d'organisation, (fusion, fractions dans d'autres partis, etc.) parce qu'elles brisent la continuité du développement rationnel du parti et sapent les principes qui régissent sa vie et son fonctionnement, et en particulier sa discipline (...).

Question Trotsky

Nous repoussons la manière dont l'I.C. et le Centre de notre parti posent la question. En effet, la préface du « 1917 » de Trotsky ne pose pas les problèmes de la révolution permanente ou du rôle des paysans, mais ceux de la conduite des divers groupes du P.C. russe en octobre 1917 et de la politique de l'I.C. dans les événements d'Allemagne et de Bulgarie surtout. On a glissé sur ces derniers points, d'importance capitale pour la révolution, et l'on a créé artificiellement un cas Trotsky en exhumant son vieux désaccord avec Lénine et sa position d'avant 1917 sur certaines questions, alors que ses actes ont depuis amplement prouvé qu'il l'avait abandonnée. Dans toutes ces questions, la Gauche italienne se trouve sur les positions de Lénine, et elle se réjouit, en toute logique, de ce qu'un chef révolutionnaire comme Trotsky ait repris à son compte certaines positions critiques et polémiques importantes de la gauche italienne.

Le Comité d'Entente

(Unità, 19-7-1925)

La Gauche riposta froidement et résolument à une campagne d'intimidation et de provocation menée par le centre du parti qui, pratiquant lui-même le plus odieux fractionnisme par le haut, dénonçait le travail de préparation de la Gauche pour le

Congrès comme un travail fractionnel et une œuvre de scission.

Malgré l'appui de l'Exécutif de Moscou, cette manœuvre peu reluisante avorta, le Comité d'Entente de la Gauche s'étant dissous spontanément.

(...) À l'exemple de tant d'éléments déloyaux et opportunistes qui manœuvrent en marge de notre glorieuse Internationale, nous pourrions nous aussi employer cette stérile méthode anti-marxiste et entamer des négociations avec le Centre dirigeant, poser des conditions, faire à notre tour des menaces, pour obtenir enfin un compromis, une de ces transactions qui sont le pain quotidien des parlements bourgeois. C'est derrière de tels accords, plus ou moins laborieux et mal venus, entre personnages et "hommes politiques" plus ou moins influents qu'on dissimule ou qu'on laisse en suspens les graves problèmes de la vie et de l'action de l'Internationale, qui ne pourront manquer de se poser à nouveau, plus difficiles et plus graves (...).

(...) Nous que l'on accuse de fractionnisme et de scissionnisme, devant l'éventualité d'une rupture avec le Parti, nous obéirons à une sommation que nous considérons injuste et néfaste au Parti, et nous sacrifierons nos opinions à son unité. Nous démontrerons ainsi que la Gauche italienne

est peut-être la seule qui considère la discipline comme une chose sérieuse que l'on ne peut marchander (...).

(...) Le Comité d'Entente se dissout après cette dernière manifestation. Nous renoncerons à tout travail de liaison et de diffusion de nos textes aux membres du Parti, ainsi qu'à toute réunion indépendante de celles que fixent les organes du Parti. Bien entendu, cela ne peut signifier que le groupe de camarades qui peuvent se considérer comme représentant la Gauche renoncent au droit de se concerter dans leur travail purement théorique de préparation et de discussion des thèses (à présenter au prochain congrès, N.d.R.), dont les résultats sont destinés à paraître exclusivement dans la presse du Parti.

THÈSES de la GAUCHE du P.C. d'ITALIE au III^e CONGRÈS

(Lyon, 21/26-1-1926)

Dans ses thèses du Congrès de Lyon, la Gauche exposa l'ensemble de ses positions et sa critique des indices de dégénérescence du Parti italien et de l'Internationale elle-même. Nous extrayons ici de la partie théorique de ces thèses, la définition de la nature du parti selon Marx et Lénine, et la condamnation des positions erronées des labouristes et des social-démocrates. On y trouvera le principe selon lequel les formules d'organisation sont impuissantes à préserver le mouvement des dangers de dégénérescence.

Traitant du rôle du parti, les Thèses rappellent les positions marxistes fondamentales sur les rapports entre parti et masses et l'effet des diffé-

rentes situations sur le parti et elles indiquent clairement d'où provient le nouvel opportunisme.

Nous donnons également ci-dessous des extraits de la partie qui traite des questions internationales : à propos de la discipline et des fractions, il est rappelé comment on peut se prémunir contre les crises disciplinaires, tout en stigmatisant le régime de hiérarchie mécanique et de terreur en train de s'instaurer. On parle enfin de la "nouvelle tactique" qui laisse pressentir le grave danger d'une coalition avec la démocratie bourgeoise et petite-bourgeoise qui se réalisera pleinement par la suite et ruintera définitivement les partis révolutionnaires.

Première partie

QUESTIONS GÉNÉRALES

2) NATURE DU PARTI

Le mouvement historique d'émancipation du prolétariat et d'établissement d'un nouveau régime social dérive du fait de la lutte de classe. Toute lutte de classe est une lutte politique, c'est-à-dire qu'elle tend à se transformer en une lutte pour la conquête du pouvoir politique et la direction d'un nouvel Etat. En conséquence, l'organe qui conduit la lutte de classe à sa victoire finale est le parti politique de classe, seul instrument possible d'insurrection d'abord, de gouvernement ensuite. La définition du parti découle de ces affirmations élémentaires et générales de Marx auxquelles Lénine a redonné tout leur relief. Le parti est donc l'organisation de tous ceux qui connaissent le système d'opinions dans lequel se résume la tâche historique de la classe révolutionnaire et sont décidés à agir pour sa victoire. Grâce au parti, la classe ouvrière acquiert la connaissance de sa voie et la volonté de la parcourir ; le parti repré-

sente donc la classe dans les phases successives de la lutte tout en n'en regroupant qu'une partie plus ou moins grande. C'est là la signification de la définition donnée par Lénine au 11^{ème} Congrès mondial (...). Chez Marx et Lénine, la définition du parti comme parti de la classe ouvrière a un sens historique et finaliste, et non pas vulgairement statistique ou constitutionnel.

Toute conception de l'organisation intérieure du parti qui tombe dans l'erreur « travailliste », révèle du même coup une grave déviation théorique : elle substitue une vision démocratique à la vision révolutionnaire et attribue plus d'importance à l'invention de schémas utopiques d'organisation qu'à la réalité dialectique du conflit de deux classes ennemies ; elle contient le danger d'une rechute dans l'opportunisme. Quant aux dangers de dégénérescence du mouvement révolutionnaire et aux moyens d'assurer la continuité politique nécessaire chez les chefs et chez les militants, on ne peut régler ces questions par quelques formules d'organisation. Et on les règle d'autant moins que l'on professe cette opinion que seul l'ouvrier authentique peut être communiste, alors que l'immense majorité des exemples relatifs à des individus ou à des partis dont nous pouvons utiliser l'expérience prouve le contraire. Les garanties contre la dégénérescence doivent être cherchées ailleurs si l'on ne veut pas entrer en contradiction avec ce postulat marxiste fondamental : LA REVOLUTION N'EST PAS UNE QUESTION DE FORME D'ORGANISATION, qui résume toute la supériorité du socialisme scientifique sur les premiers balbutiements de l'utopisme.

C'est en partant de cette conception de la nature du parti de classe que l'on peut résoudre les problèmes contingents que pose actuellement l'organisation de l'Internationale et du Parti (...).

3) ROLE DU PARTI

(..) L'activité du parti ne peut ni ne doit se limiter à maintenir la pureté des principes théoriques et de l'organisation, non plus qu'à obtenir à tout prix des succès immédiats ou une grande popularité. Toujours et dans toutes les situations, elle doit se développer simultanément dans ces trois directions :

a) Défendre et clarifier les postulats fondamentaux du programme en fonction des faits nouveaux qui se produisent, — ce qui correspond à la conscience théorique du mouvement ;

b) Assurer la continuité de l'organisation du parti et son efficacité, et la protéger des influences extérieures contraires à l'intérêt révolutionnaire du prolétariat ;

c) Participer activement à toutes les luttes de la classe ouvrière, même suscitées par des intérêts partiels et limités, pour encourager leur développement en les reliant constamment aux buts finaux révolution-

naires ; présenter les conquêtes de la lutte de classe comme des voies d'accès aux luttes futures indispensables ; dénoncer le danger de se replier sur des réalisations partielles comme sur des positions acquises définitivement et de leur sacrifier ces conditions de l'activité et de la combativité de la classe que sont l'autonomie et l'indépendance de son idéologie et de ses organisations, au premier rang desquelles se trouve le parti.

Le but suprême de cette activité complexe du parti est de réaliser les conditions **subjectives** de la **préparation du prolétariat** : il s'agit de le mettre en mesure de profiter des possibilités révolutionnaires objectives que fournira l'histoire, d'en profiter dès qu'elles apparaîtront de manière à vaincre au lieu d'être vaincu.

C'est de tout cela qu'il faut partir pour résoudre les problèmes posés par les rapports entre le parti et les masses prolétariennes, entre le parti et les autres partis politiques, entre le prolétariat et les autres classes sociales.

On doit tenir pour fautive cette formulation de la tactique qui peut se résumer ainsi : tout véritable parti communiste doit savoir être un parti de masses **dans n'importe quelle situation**, c'est-à-dire posséder toujours une organisation très nombreuse et une très large influence sur le prolétariat, au moins égale ou supérieure à celle des autres partis soi-disant ouvriers. Cette formulation est une caricature de la thèse de Lénine qui, en 1921, lançait ce mot d'ordre pratique et contingent tout à fait juste : pour conquérir le pouvoir il ne suffit pas d'avoir formé de « véritables » partis communistes et de les lancer dans une offensive insurrectionnelle, il faut encore avoir des partis numériquement puissants et ayant acquis une influence prédominante sur le prolétariat. Cela revient à dire que dans la période qui précède la prise du pouvoir, le parti doit avoir les masses derrière lui, il doit avant tout conquérir les masses. Cette formule n'est dangereuse que si on y ajoute « **majorité** » des masses car cela expose les léninistes « de la lettre » à des interprétations théoriques et tactiques de nature social-démocratique. En ne précisant pas, en effet, où l'on doit mesurer cette majorité, dans les partis, les syndicats ou dans d'autres organisations, on ouvre la voie, tout en exprimant une idée tout à fait juste, propre à éviter l'engagement d'actions « désespérées » avec des forces insuffisantes et dans des périodes défavorables, on ouvre la voie, donc, à la temporisation dans des périodes où, au contraire, il est possible d'agir, où il faut agir avec une initiative et une décision vraiment « léninistes ».

Mais cette idée que le parti doit avoir la masse avec lui à la veille de la lutte pour le pouvoir devient, dans l'interprétation des soi-disant léninistes d'aujourd'hui, une formule **parfaitement opportuniste** et ils affirment que le parti doit être un parti de masse « dans n'importe quelle situation ».

Il est des situations objectivement défavorables à la révolution où le rapport des forces est loin de lui être propice (bien qu'elles n'en soient

pas forcément éloignées dans le temps car l'histoire évolue — comme l'enseigne le marxisme ! — à des vitesses fort différentes). Vouloir alors être à tout prix un parti de masse, un parti majoritaire, vouloir exercer une influence politique prédominante, c'est renoncer aux principes et aux méthodes communistes au profit d'une politique social-démocratique et petite-bourgeoise. On doit dire hautement que dans certaines situations passées, présentes et à venir, le prolétariat a été, est et sera sur une position non révolutionnaire, d'inaction ou de collaboration avec l'ennemi selon les cas, et que le prolétariat n'en reste pas moins, partout et toujours, la classe potentiellement révolutionnaire dans la mesure où dans son sein le parti communiste, sans jamais renoncer à la moindre possibilité de se manifester et de s'affirmer avec cohérence, soit ne pas s'engager dans la voie apparemment facile de la popularité immédiate qui le détournerait de sa tâche et priverait le prolétariat du point d'appui indispensable à son réveil. C'est sur ce terrain dialectique et marxiste, et non en fonction de jugements esthétiques ou sentimentaux, que l'on doit repousser cette stupidité opportuniste qui veut qu'un parti communiste soit libre d'adopter tous les moyens et toutes les méthodes. On dit que, précisément parce que le parti est vraiment communiste, c'est-à-dire solide sur les principes et possédant une organisation saine, il peut se permettre toutes les acrobaties dans les manœuvres politiques. On oublie que pour nous le parti est en même temps un facteur et un produit du développement historique et que le prolétariat est encore plus étroitement modelé par l'histoire. Ce ne sont pas les justifications biscornues de certaines manœuvres politiques avancées par les chefs du parti qui pourront l'influencer, mais des faits réels qu'il faut savoir prévoir, en utilisant surtout l'expérience des erreurs passées. C'est en sachant agir dans le domaine tactique et en s'interdisant, au moyen de normes d'actions précises et respectées, d'emprunter des voies de traverse, que le parti pourra se prémunir contre les dégénérescences, et jamais par de simples **credo** théoriques ou des sanctions disciplinaires (...).

L'étude et la compréhension des situations doivent être les éléments nécessaires des décisions tactiques, non pour donner lieu, selon le caprice des chefs, à de surprenantes « improvisations », mais pour que le mouvement sache que l'heure est venue de passer à telle action **prévue** au maximum. Nier la possibilité et la nécessité de prévoir les grandes lignes de la tactique — de la tactique et non de la situation, ce qui ne serait possible qu'avec une bien plus grande incertitude —, c'est-à-dire nier que l'on puisse prévoir ce que l'on doit faire dans les différentes hypothèses possibles sur le développement des situations objectives, c'est renoncer aux tâches du parti, c'est éliminer la seule garantie que nous puissions donner d'une exécution des ordres du centre dirigeant par les militants du parti et les masses.

Le parti n'est pas une armée, pas plus qu'un mécanisme d'Etat, car dans ces organismes la part d'autorité dérivant de la structure hiérarchique est tout, celle qui provient de l'adhésion volontaire n'est rien. Il est

evident, en effet, qu'il reste toujours au militant du parti un moyen de ne pas exécuter les ordres, un moyen auquel on ne peut opposer aucune sanction matérielle : il lui suffit d'abandonner le parti. La tactique juste c'est donc celle dont l'application, au tournant des situations, lorsque le centre dirigeant n'a pas le temps de consulter le parti et moins encore les masses, n'entraîne ni dans celui-ci, ni dans celles-là de répercussions inattendues pouvant entraver la stratégie révolutionnaire. L'art de prévoir comment le parti réagira aux ordres qu'il reçoit et quels ordres entraîneront une juste réaction, voilà l'art de la tactique révolutionnaire. Il ne peut se former que par l'utilisation collective des expériences de l'action passée, condensées en règles d'action claires : en s'en remettant aux dirigeants pour les exécuter, les militants s'assurent que ceux-ci ne trahiront pas leur mandat, tout en s'engageant eux-mêmes à exécuter totalement, d'une manière féconde et décidée, les ordres qu'ils recevront du mouvement. Nous n'hésitons pas à dire que le parti étant perfectible et non parfait, beaucoup doit être sacrifié à la clarté, au pouvoir de persuasion des règles tactiques, même si cela entraîne une certaine schématisation : si la situation venait à ruiner nos schémas tactiques, l'éclectisme et l'opportunisme ne nous feraient certes pas sortir de ce mauvais pas, mais seulement un nouvel effort d'adaptation de la ligne tactique aux tâches du parti. Un bon parti ne suffit pas à produire une bonne tactique, mais c'est au contraire la bonne tactique qui engendre le bon parti, — et la bonne tactique c'est celle que tous ont comprise et choisie à partir des lignes fondamentales du programme (...).

Seconde Partie

QUESTIONS INTERNATIONALES

5) DISCIPLINE ET FRACTIONS

Un autre aspect de la bolchevisation, c'est qu'elle prétend garantir l'efficacité du parti par une centralisation disciplinaire totale et une interdiction sévère du fractionnisme.

L'organe central international au sein duquel le Parti communiste russe se voit attribuer, d'un point de vue politique sinon hiérarchique, une position hégémonique, devient l'instance suprême pour toutes les questions controversées.

Cela ne garantit rien, et tout le problème est faussement posé. En fait, le développement du fractionnisme dans l'Internationale n'a pas été arrêté, on l'a eu au contraire encouragé sous une forme hypocrite. D'un point de vue historique, le dépassement des fractions dans le parti n'a jamais été obtenu par l'emploi d'un expédient ou d'une recette statutaire aux effets miraculeux ; il a toujours été le résultat et l'expression d'une heureuse solution des problèmes de doctrine politique.

Les sanctions disciplinaires peuvent être un élément de protection contre les dégénérescences, mais à condition qu'elles restent exception-

nelles au lieu de devenir la **norme** et presque l'**idéal** de fonctionnement du parti.

Si la solution n'est pas dans une exaspération à vide de l'**autoritarisme hiérarchique** (dont l'investiture initiale sont malgré tout incomplètes, soit parce que les grandioses expériences russes ont surgi au sein même de la vieille garde dépositaire des traditions bolchéviques, et qu'on ne peut considérer a priori leur solution comme la meilleure), elle n'est pas non plus dans une application systématique **des principes de la démocratie formelle**, que le marxisme a relégué au rang d'un moyen d'organisation **susceptible** d'être utile.

Les partis communistes doivent réaliser un **centralisme organique** qui, avec le maximum possible de consultations de la base, assure l'élimination spontanée de tout regroupement tendant à se différencier. On ne peut obtenir cela à coups de prescriptions **hiérarchiques formelles et mécaniques**, mais, comme le disait Lénine, par une juste politique révolutionnaire.

Il est absurde, stérile et dangereux de prétendre que le parti et l'Internationale sont mystérieusement assurés contre toute rechute dans l'opportunisme ou contre tout faux pas, car ils peuvent aussi bien provenir de changements dans la situation que d'un regain d'influence du résidu de traditions social-démocratiques. Aussi doit-on admettre que toute différenciation des opinions qu'on ne peut ramener à des cas individuels de défaitisme ou d'incompréhension, peuvent jouer un rôle utile dans la préservation du parti et du prolétariat en général de graves dangers.

Si ceux-ci s'accroissent, la simple différenciation prendrait inévitablement, mais utilement, la forme fractionniste et pourrait conduire à des scissions. Il serait enfantin d'imputer cela à un manque d'énergie **répressive** des dirigeants, alors qu'hélas la faillite du parti et son asservissement à des influences contre-révolutionnaires seraient seuls en cause.

Les solutions artificielles apportées à la situation du parti allemand après la crise opportuniste de 1923 sont un exemple de cette fautive méthode : on a entravé la détermination spontanée d'une juste réaction révolutionnaire à la dégénérescence du parti dans les rangs d'un prolétariat aussi avancé que celui d'Allemagne, sans réussir pour autant à éliminer le fractionnisme.

La pénétration de l'influence bourgeoise dans le parti ne s'est pas réalisée historiquement par l'entremise des fractions, elle s'est au contraire insinuée en brandissant la démagogie unitaire au moment même où l'on imposait par le haut une dictature qui paralysait les initiatives de l'avant-garde prolétarienne.

Pour réussir à individualiser, à briser et à éliminer ce facteur de défaitisme, il ne s'agit pas de brandir la discipline contre le fraction-

nisme, mais de réussir à détourner le parti et le prolétariat de ce piège au moment où il prend la forme non plus seulement d'une révision doctrinale, mais d'une manœuvre politique pratique aux effets anti-prolétariens.

Un des aspects négatifs de ce qu'on appelle la bolchévisation est le remplacement de l'élaboration politique complète et consciente au sein du Parti, qui correspond à un progrès effectif vers une centralisation plus compacte, par l'agitation bruyante et superficielle de formules mécaniques sur **l'unité pour l'unité et la discipline pour la discipline.**

Les résultats de cette méthode nuisent au parti et au prolétariat, et retardent la constitution d'un "véritable" Parti Communiste. Cette méthode qu'appliquent beaucoup de sections de l'Internationale, est en elle-même un grave symptôme d'**opportunisme** latent. Dans la situation actuelle du Komintern, la constitution d'une opposition internationale de gauche n'a pas encore pris corps, mais si les facteurs défavorables que nous avons indiqués continuaient à se développer, la formation de cette fraction serait à la fois une nécessité révolutionnaire et un effet spontané de la situation (...).

7) LA NOUVELLE TACTIQUE

(...) Tout laisse prévoir que le libéralisme et la démocratie bourgeoise, en opposition ou en accord avec la méthode "fasciste", évolueront vers une exclusion du parti communiste de leurs garanties juridiques (qui déjà valent bien peu) : il les nie dans son programme et s'en exclut donc de lui-même, dira-t-on. Cela n'est du reste pas incompatible avec les principes de la démocratie bourgeoise, et en tous cas les précédents historiques ne manquent pas dans l'œuvre de tous les soi-disant gouvernements de gauche, comme par exemple dans le programme de l'Aventin italien. La "liberté" offerte au prolétariat sera en substance une plus grande liberté d'action et d'organisation pour les agents contre-révolutionnaires.

La seule liberté pour le prolétariat, c'est sa dictature (...).

11) QUESTIONS RUSSES

(...) Les échos du débat dans le parti russe ont été faussés par la méthode habituelle qui consiste à jouer à fond sur le chantage au fractionnisme, et pire encore au bonapartiste, qui ne repose sur rien. Quant à la discussion tout récente, ce qu'on doit noter avant tout, c'est qu'elle a trait à des problèmes de nature internationale ; on ne peut donc empêcher une discussion et une décision de l'Internationale dans ce domaine, le fait que l'opposition battue renonce à cette demande étant complètement indifférent.

Comme dans d'autres cas, la procédure disciplinaire étouffe les questions de fond. Il ne s'agit pas de défendre les droits violés d'une

minorité qui, au moins par ses chefs, partage la responsabilité de beaucoup d'erreurs internationales, il s'agit de questions vitales pour le mouvement mondial.

La question russe doit être posée devant l'Internationale pour une étude complète. Les termes en sont les suivants : dans l'économie russe actuelle se mêlent, selon Lénine, des éléments pré-bourgeois, bourgeois, de capitalisme d'Etat et de socialisme. La grande industrie étatisée est socialiste dans la mesure où elle obéit aux impératifs productifs de l'Etat qui est un Etat politiquement prolétarien. La distribution de ses produits s'opère toutefois sous une forme capitaliste, c'est-à-dire par le mécanisme du libre marché concurrentiel. On ne peut exclure en principe que ce système non seulement maintienne les ouvriers, comme cela se produit effectivement, dans une situation économique peu brillante qu'ils acceptent parce qu'ils ont acquis une conscience révolutionnaire, — mais encore évolue vers un accroissement de l'extorsion de plus-value, par le jeu du prix payé par l'Etat et des conditions qu'il obtient lors de ses achats, dans les concessions, dans le commerce et dans tous les rapports avec le capitalisme étranger.

C'est ainsi que l'on doit se demander si les éléments socialistes de l'économie russe progressent ou reculent, et ce problème est aussi celui du rendement technique et de la bonne organisation de l'industrie d'Etat.

Sixième Session de l'Exécutif élargi de l'Internationale Communiste

(Février-mars 1926)

Discours du représentant de la Gauche

(V^{ème} séance, 23-2-1926)

Nous avons pu retrouver dans le protocole allemand le texte complet de cet important discours dont il ne nous est possible de donner ici que des extraits. Nous choisissons ceux qui concernent les erreurs tactiques et la défaite allemande, la fameuse campagne de discipline à haute dose et de soi-disant interdiction des fractions (c'est-à-dire la prétendue "bolchevisation") et enfin les dangers de la "nouvelle tactique", qui évoluait déjà vers une collaboration avec la gauche bourgeoise, la politique de l'Etat russe rompant avec le mouvement révolutionnaire mondial.

A cet Exécutif Elargi de février 1926, d'énormes efforts avaient été faits pour interdire la discussion des questions russes, sous prétexte qu'elles étaient de la seule compétence du parti russe, au sein duquel l'opposition avait été écrasée par la majorité manipulée par Staline et contrainte de renier ses propres positions, de reconnaître de prétendues erreurs opportunistes sous la menace cynique de sanctions physiques. La Gauche italienne fut également menacée non de sanctions directes contre ses membres, mais de représailles contre l'opposition de gauche russe. Pour

pouvoir conclure, l'orateur dut résister à plusieurs reprises au président qui tentait de lui retirer la parole.

Ce fut seulement au VII^e Exécutif Elargi de novembre 1926, auquel n'assistait aucun représentant de la Gauche italienne, que, comme elle l'avait prévu, les grands bolcheviks Trotsky, Zinoviev et Kamenev entreprirent une lutte commune contre la

dégénérescence stalinienne qui s'incarnait dans la thèse contre-révolutionnaire du socialisme dans un seul pays et que Boukharine continuait malheureusement à soutenir alors qu'il devait en devenir lui aussi la victime quelques années plus tard. Nous possédons également les documents concernant cet Exécutif Elargi, mais ils ne peuvent trouver place dans cette étude déjà longue.

LA REVOLUTION POSE DES PROBLEMES DE FORCE ET NON DE FORME

(...) Ensuite, face aux erreurs entraînées par cette tactique, face surtout à la défaite d'octobre 1923 en Allemagne, l'Internationale reconnut qu'elle s'était trompée. Il ne s'agissait pas d'un accident mineur : cette erreur, nous devons la payer de l'espoir de conquérir un autre grand pays à la révolution prolétarienne, ce qui aurait eu une importance énorme pour la révolution russe.

Refusant de revoir complètement les délibérations du IV^{me} Congrès, on se limita malheureusement à déclarer qu'il fallait écarter certains camarades qui s'étaient trompés dans l'application tactique du front unique, bref, **trouver les responsables**. On les trouva dans l'aile droite du parti allemand, sans vouloir admettre que c'était l'Internationale qui était responsable. On soumit toutefois les thèses à une révision et l'on donna une **formulation** tout à fait différente du gouvernement ouvrier.

Pourquoi ne sommes-nous pas d'accord avec les thèses du V^{me} Congrès ? Parce qu'à notre avis la révision ne suffit pas ; on aurait dû rendre plus claires les différentes formules ; mais, si nous fûmes contre les décisions du V^{me} Congrès, c'est surtout parce qu'elles n'éliminèrent pas les principales erreurs et parce qu'à notre avis il n'est pas bon d'intenter un **procès à des individus** alors que c'est un **changement de l'Internationale elle-même qui est nécessaire**. On ne voulut pas prendre cette voie saine et courageuse. Parmi nous, comme nous l'avons maintes fois dénoncé, se créa en conséquence une **mentalité parlementaire et diplomatique**. Les thèses sont très **à gauche**, les discours sont très **à gauche**, mais ceux **contre** qui elles sont dirigées **les votent** parce qu'ils voient là le meilleur moyen de s'immuniser contre elles. Refusant de nous en tenir à la lettre des thèses, nous avons prévu ce qui se passerait après le V^{me} Congrès et nous ne pouvions donc être satisfaits (...).

(...) Prétendre qu'un parti communiste doit être organisé exclusivement sur la base du lieu de travail est une erreur théorique. Selon Marx et Lénine — et c'est un principe bien connu, formulé avec la plus grande précision — « la révolution n'est pas une question de forme d'organisation ». **Il ne suffit pas de trouver une formule d'organisation pour**

résoudre le problème de la révolution : les problèmes qui se posent à nous sont des problèmes de **force**, et non de **forme** (...).

(...) On mène aujourd'hui une campagne tendant à construire l'organisation sur la base des cellules d'entreprise comme si cela devait résoudre tous les problèmes de la révolution. Et on ajoute : c'est parce qu'il était construit sur cette base que le parti russe a pu faire la révolution (...).

(...) Pourquoi pensons-nous que la cellule d'entreprise présente des inconvénients ailleurs qu'en Russie ? Avant tout, parce que les ouvriers organisés dans les cellules ne sont jamais en mesure de discuter toutes les questions politiques. Même dans le rapport de l'Exécutif à ce Plenum, on constate qu'à peu près dans aucun pays les cellules d'entreprises n'ont réussi à **s'occuper de problèmes politiques**. On dit qu'on a exagéré, que la réorganisation des partis a été trop hâtive, mais que c'est là seulement une erreur pratique d'importance secondaire. Il faudra bien convenir pourtant qu'il n'est pas d'importance secondaire que le parti soit privé de son organisation fondamentale, d'une organisation capable de discuter les problèmes **politiques**, et qu'après un an d'existence la nouvelle organisation soit encore incapable de remplir cette fonction **vitale**. A en juger par le résultat, ce ne sont pas des erreurs de détail qui ont été commises, mais bien une solution complètement erronée qui a été donnée au problème (...).

(...) Mais peut-être voulons-nous négliger le travail du parti dans les entreprises ? Peut-être nions-nous que le travail communiste dans les entreprises soit une base fondamentale de la liaison avec les masses ? Absolument pas. Le parti doit avoir son organisation dans les entreprises, mais elle ne doit pas constituer la **base** du parti. Il doit y avoir dans les entreprises des organisations du parti **soumises à sa direction**. Il est impossible d'obtenir une liaison avec la masse ouvrière sans organisation à l'intérieur de l'entreprise ; mais cette organisation doit être le groupe communiste (...).

LA BOLCHEVISATION

(...) J'en viens à un autre aspect de la bolchevisation : le régime intérieur en vigueur dans le parti et dans l'Internationale communiste.

On a fait ici une autre découverte : ce qui manque à toutes les sections, c'est la **discipline de fer** des bolcheviks, dont le parti russe donne l'exemple. On formule donc une interdiction absolue **des fractions** et on introduit dans les statuts l'obligation de participer au travail commun pour tous les militants de quelque opinion qu'ils soient. Je suis d'avis que là encore la question de la bolchevisation a été posée d'une manière **tout à fait démagogique**.

Lorsqu'on pose la question de savoir si on peut permettre à X ou Y de former une fraction, tout communiste répond que non. Mais il ne faut

précisément pas poser la question ainsi. Les résultats déjà obtenus prouvent combien les méthodes pratiquées sont nuisibles au parti et à l'Internationale. D'un point de vue marxiste, la question de la discipline doit être posée d'une manière complètement différente et beaucoup plus complexe. On nous dit : Que voulez-vous ? Que le parti ressemble à un **parlement** dans lequel chacun a le droit **démocratique** de lutter pour le pouvoir et de conquérir la majorité ? Mais c'est une erreur de poser ainsi la question, parce qu'ainsi posée, elle n'admet qu'une seule réponse : **naturellement, nous sommes contre un système aussi ridicule !**

C'est un fait que nous devons avoir un parti absolument homogène, sans divergences d'idées et sans regroupements différents. Mais ce n'est pas un dogme, ce n'est pas un principe **a priori** ; c'est un but pour lequel on peut et on doit combattre, au cours du développement qui conduit à la formation d'un véritable parti communiste, **mais à la condition que toutes les questions théoriques, tactiques et organisationnelles aient été posées et résolues correctement (...).**

(...) Lorsque des divergences surgissent, cela prouve que la politique du parti est erronée, qu'il est incapable de combattre victorieusement les tendances **déviationnistes** qui, à certains tournants de l'histoire, se manifestent dans le mouvement ouvrier. Lorsqu'on enregistre des **cas d'indiscipline**, c'est encore un symptôme de cette incapacité du parti. La discipline est donc un **point d'arrivée** et non un **point de départ**, une plateforme inébranlable. L'adhésion au parti étant volontaire, le remède aux manifestations d'indiscipline ne peut pas résider dans une sorte de **code pénal** du parti.

Or, ces derniers temps, un régime de terreur s'est instauré dans nos partis et on y pratique une espèce de **sport** qui consiste à intervenir, à punir, à réprimer, à anéantir, et qui est présenté sous des couleurs telles qu'on croirait qu'il répond à un idéal de vie du parti. Les héros de ces brillantes opérations semblent même croire qu'ils donnent ainsi une preuve de leur capacité et de leur énergie révolutionnaire. Je crois, au contraire, que les vrais, les bons révolutionnaires sont en général les camarades victimes de ces mesures d'exception qu'ils **supportent patiemment pour ne pas briser le parti.** Cette dépense d'énergie, ce sport, cette lutte intérieure n'ont rien à voir avec le travail révolutionnaire que nous devons accomplir. Le jour viendra où il s'agira de frapper et d'anéantir le capitalisme : c'est sur ce terrain-là que notre parti donnera la preuve de son énergie révolutionnaire. Nous ne voulons aucune **anarchie** dans le parti, mais nous ne voulons pas davantage d'un régime de **représailles permanentes** qui serait la négation même de son **unité** et de son **homogénéité.**

Aujourd'hui, le point de vue officiel est le suivant : le Centre dirigeant actuel est éternel et il peut faire tout ce qu'il veut car, lorsqu'il prend des mesures contre ceux qui lui résistent, lorsqu'il évente des complots et met l'opposition en déroute, il a toujours raison.

Le véritable mérite ne consiste pourtant pas à **écraser les révoltes**, mais à faire qu'il n'y en ait pas. On juge l'unité du parti aux résultats obtenus et non sur l'existence du **régime de menaces et de terreur**. Il est clair qu'il faut prévoir des sanctions dans nos statuts, mais elles doivent s'appliquer à des cas exceptionnels et non pas devenir la procédure **normale et permanente**. Lorsque des militants abandonnent de toute évidence la voie que nous suivons tous, il est clair qu'il faut prendre des mesures contre eux. Mais lorsque le recours au code pénal devient la règle d'une société, cela prouve qu'elle n'est pas des plus parfaites. Les sanctions doivent frapper des cas exceptionnels et non devenir la règle, une **sorte de sport, l'idéal des dirigeants du parti**. Voilà ce qu'il faut changer, si nous voulons construire un bloc solide au plein sens du terme.

Les thèses qui sont présentées contiennent quelques bons passages là-dessus. On se propose de concéder **un peu plus de liberté**. Il est peut-être un peu tard, et si on veut concéder un peu plus de liberté c'est peut-être parce qu'on juge que les « vaincus » ne peuvent plus se relever. Mais laissons les thèses et considérons les faits. On a toujours dit que nos partis doivent être constitués sur la base du centralisme démocratique. Il serait bon, sans doute, de trouver un autre terme pour remplacer « démocratique » ; quoi qu'il en soit, c'est là la formule de Lénine. Comment se réalise le centralisme démocratique ? Au travers de l'éligibilité des camarades responsables et de la consultation de la masse du parti pour la solution de problèmes déterminés. Naturellement, une telle règle peut comporter des exceptions pour un parti révolutionnaire. Dans certaines conditions le Centre dirigeant peut être amené à déclarer : Camarades, la règle voudrait que le parti vous consulte ; mais comme la lutte contre l'ennemi traverse une phase périlleuse, comme il n'y a pas une minute à perdre, nous agissons sans vous consulter. Ce n'est pas cela qui est dangereux, mais d'avoir l'air de consulter le parti alors qu'on veut, au contraire, agir d'en haut et profiter du fait qu'on détient tout l'appareil de l'organisation et toute sa presse pour le faire dans ses propres buts.

Nous avons dit, en Italie, que nous admettons la **dictature**, mais que nous haïssons ces **méthodes à la Giolitti**. La **démocratie** bourgeoise n'est-elle pas en fait un **moyen de duperie** ? Et n'est-ce pas cette **démocratie-là** que vous vous proposez de **concéder** au parti ? **Une dictature qui ait le courage de ne pas se dissimuler derrière un masque hypocrite serait alors préférable (...).**

LES FRACTIONS

(...) J'en viens aux fractions. A mon avis, cette question ne doit pas être posée d'un point de vue moral, du point de vue du code pénal. Existe-t-il dans l'histoire un seul exemple qu'un camarade ait organisé une fraction **pour se divertir** ? Non, un tel cas ne s'est jamais produit. Y a-t-il un seul exemple historique d'une infiltration de l'opportunisme dans le

parti par l'intermédiaire d'une fraction ? A-t-on déjà vu que l'organisation d'une fraction ait servi de base au défaitisme de la classe ouvrière et que le parti révolutionnaire s'en soit sauvé grâce à l'intervention des pourfendeurs de fractions ? Non, l'expérience prouve que l'opportunisme pénètre dans nos rangs derrière le masque de l'unité. Il a intérêt à influencer les plus grandes masses possible et c'est donc derrière l'écran de l'unité qu'il avance ses propositions insidieuses. L'histoire des fractions ne fait pas honneur aux partis dans lesquels elle se forment, mais elle fait honneur aux camarades qui les créent. L'histoire des fractions, c'est l'histoire de Lénine ; ce n'est pas l'histoire des attentats contre les partis, mais bien celle de leur cristallisation, de leur défense contre les influences opportunistes.

Lorsqu'une fraction s'organise il faut prouver et non se contenter d'affirmer que c'est, directement ou indirectement, une manœuvre de la bourgeoisie. Je ne crois pas que cette sorte de manœuvre prenne en général une telle forme. Au congrès du parti italien, nous avons posé la question en ce qui concerne la gauche de notre parti. Tout le monde connaît l'histoire de l'opportunisme. A quel moment un groupe devient-il le représentant d'influences bourgeoises au sein d'un parti prolétarien ? Historiquement, ce sont généralement les fonctionnaires syndicaux ou les représentants parlementaires du parti, ou bien des camarades qui se faisaient les porte-parole d'une stratégie et d'une tactique de collaboration des classes, d'alliance avec d'autres groupements sociaux ou politiques qui ont représenté ces influences. Avant de parler d'écraser les fractions, il faudrait au moins prouver qu'elles sont en liaison avec la bourgeoisie ou avec des cercles d'esprit bourgeois, ou qu'elles nouent des rapports personnels avec eux. Si ce n'est pas le cas, il faut rechercher les causes historiques de la formation des fractions au lieu de les condamner a priori.

Le développement d'une fraction indique que quelque chose ne va pas dans le parti. Pour y remédier, il faut remonter aux causes historiques du phénomène, aux causes qui ont déterminé la naissance de la fraction ou la tendance à la constituer ; et ces causes sont des erreurs théoriques et politiques du parti. Les fractions ne sont pas la maladie, mais un symptôme de la maladie et, si l'on veut la combattre, il ne faut pas s'en prendre aux symptômes, mais rechercher les causes du mal. D'autre part, dans la majorité des cas, les camarades incriminés n'ont pas tenté de créer des organisations distinctes ou autres choses semblables, mais de frayer la voie à des opinions et à des tendances par un travail normal, régulier et collectif du parti. La chasse aux fractions, l'orchestration de scandales, la surveillance policière, la méfiance envers les camarades — toute cette méthode qui constitue en réalité le pire fractionnisme et qui s'est imposée dans les couches supérieures du parti —, n'ont fait qu'empirer les conditions du mouvement en poussant toute critique mesurée et objective vers le fractionnisme.

Ce n'est pas par de tels procédés qu'on peut créer l'unité du parti : on ne fait qu'instaurer un régime **d'incapacité et d'impuissance**. Une **transformation radicale** de nos méthodes de travail est absolument nécessaire. Dans le cas contraire, les conséquences **seront d'une extrême gravité** (...).

LE RENVERSEMENT DE LA PYRAMIDE

(...) J'ai déjà critiqué nos méthodes de travail au dernier Congrès. Une collaboration collective fait défaut dans nos organes dirigeants et dans nos congrès. L'organe suprême semble être quelque chose d'étranger aux sections, il discute avec elles et se choisit dans chacune une fraction à laquelle il donne son appui. Ce Centre reçoit également l'appui des sections encore intactes dans toutes les questions, car elles espèrent **s'assurer ainsi un meilleur traitement lorsque leur tour sera venu**. Ceux qui s'abaissent à ce maquignonnage ne sont parfois que des leaders unis par des liens purement personnels.

On nous dit : le parti russe dirige complètement le mouvement international car c'est lui qui a fait la révolution, et que c'est en Russie que siège l'Internationale. Il est donc juste que l'on accorde un poids déterminant aux résolutions inspirées par le parti russe. Mais une question se pose : comment les questions internationales sont-elles résolues pas le parti russe ? Cette question, nous avons le droit de la poser.

Après les derniers événements, après la dernière discussion, ce système de réponses ne repose plus sur grand chose. Dans la dernière discussion du parti russe, nous avons vu des camarades revendiquant tous le léninisme et ayant indiscutablement le même droit de parler au nom du bolchevisme révolutionnaire, se heurter, utiliser les uns contre les autres des citations de Lénine et interpréter en leur faveur l'expérience russe. C'est un fait indiscutable que je tiens à établir indépendamment du sujet de la discussion en question.

Qui, dans une telle situation, décidera en dernière instance dans les problèmes internationaux ? On ne peut plus nous répondre : **la vieille garde bolchevique**, puisque cette réponse ne résoud rien en pratique. Et voilà la base essentielle du système qui s'écroule si l'on est objectif. Il en résulte que la solution doit être complètement différente. Nous pouvons comparer notre organisation internationale à une pyramide. Cette pyramide doit avoir un **sommet** et des génératrices qui tendent vers ce sommet. C'est ainsi qu'on obtient l'unité nécessaire, la centralisation nécessaire.

Mais aujourd'hui, du fait de notre tactique, cette pyramide **repose dangereusement** sur son sommet. Il faut donc la **renverser** ; ce qui est actuellement au sommet doit venir à la base ; il faut maintenir la pyramide **sur sa base** pour qu'elle demeure en équilibre. A l'égard de la bolchevisation notre conclusion est donc qu'il ne suffit pas d'y apporter

des corrections de détail et que c'est tout le système qui doit être modifié de fond en comble (...).

LES PERSPECTIVES

(...) Il est clair que, si notre parti est un **facteur** des événements, il n'en est pas moins en même temps un produit de ces événements et qu'il le restera même si l'on réussit à créer un parti mondial vraiment révolutionnaire. Comment les événements se reflètent-ils au sein du parti ? Lorsque la crise du capitalisme crée des conditions favorables, c'est dans une augmentation du nombre des adhérents et l'accroissement de notre influence. Mais si à un moment donné la conjoncture nous devient défavorable, nos forces peuvent décroître sans que nous devions permettre pour autant que notre idéologie en souffre ; non seulement notre **tradition**, notre **organisation**, mais également notre **ligne** politique doivent demeurer intactes (...).

(...) La question doit donc être posée autrement. Même si les conditions et les perspectives nous sont absolument ou relativement défavorables nous ne devons pas nous résigner aux **déviations opportunistes** sous le beau prétexte qu'elles ont leurs causes **dans la situation objective**. Si une crise intérieure se produit malgré tout, ses causes et les moyens de la résoudre doivent être cherchés dans le travail collectif, ce qu'on ne fait précisément pas aujourd'hui. Cela se rapporte aussi à la question des chefs que soulevait le camarade Trotsky, dans la préface à son livre « 1917 », et je me solidarise entièrement avec la façon dont il analysait les causes de nos défaites. Trotsky n'y parlait pas des chefs comme d'hommes indispensables ou d'envoyés du Ciel. Il montrait tout au contraire que les chefs sont eux-mêmes un produit de l'activité du parti, des méthodes de travail du parti et de la confiance que le parti a su s'attirer. Si malgré les variations de la situation, souvent défavorables, le parti **suit la ligne révolutionnaire** et combat les déviations opportunistes, **la sélection des chefs**, la formation d'un état major se feront et si rien ne nous garantit qu'au moment de la lutte finale nous aurons à coup sûr une Lénine à notre disposition, nous aurons du moins une direction solide et courageuse, — **ce qu'on ne peut guère espérer** aujourd'hui, dans l'état actuel de notre organisation (...).

(...) Quelles sont donc nos tâches pour l'avenir ? Cette assemblée ne pourra poser cette question dans toute son ampleur et sa gravité que si elle pose également la question fondamentale des **rapports historiques entre la Russie soviétique et le monde capitaliste**. Avec la stratégie révolutionnaire du prolétariat et du mouvement international des paysans et des peuples coloniaux et opprimés, la politique d'Etat du parti communiste en Russie est aujourd'hui pour nous la question la plus importante. Il s'agit de résoudre heureusement le problème **des rapports de classe à l'intérieur de la Russie** ; il s'agit d'appliquer les mesures nécessaires en fonction de l'influence **des paysans et des couches petites-**

bourgeois qui sont en train de se former, il s'agit de lutter contre la pression extérieure, qui aujourd'hui est purement économique et diplomatique, mais qui demain sera, peut-être, militaire. Puisque des bouleversements révolutionnaires ne se sont pas encore produits dans les autres pays, il est nécessaire **de lier le plus étroitement possible toute la politique russe à la politique révolutionnaire générale du prolétariat**. Je n'entend pas approfondir ici cette question, mais j'affirme que si dans cette lutte on doit s'appuyer, certes, en premier lieu sur la classe ouvrière russe et sur son parti communiste, il est indispensable de s'appuyer **également sur le prolétariat des Etats capitalistes**. Le problème de la politique russe ne peut être résolu **dans les limites étroites du mouvement russe**, — la collaboration directe de toute l'Internationale est absolument nécessaire.

LE DANGER DE LIQUIDATION

Si cette collaboration ne s'établit pas, **la stratégie révolutionnaire en Russie, de même que notre politique dans les Etats capitalistes seront gravement menacées**. La tendance **à un affaiblissement du rôle des partis communistes** pourrait s'affirmer. Sur ce point, nous subissons déjà des attaques provenant, bien entendu, de l'extérieur, des social-démocrates et des opportunistes en général, qui nous reprochent nos manœuvres en faveur de l'unité syndicale internationale et notre attitude à l'égard de la II^{ème} Internationale. Nous pensons tous ici que les partis communistes doivent **maintenir inconditionnellement leur indépendance révolutionnaire** ; mais il est nécessaire de mettre en garde contre une tendance à vouloir **remplacer les partis communistes par des organismes au caractère plus vague, moins affirmé**, qui n'agiraient pas sur le terrain de la lutte des classes et nous affaibliraient, nous neutraliseraient politiquement. Dans la situation actuelle, la défense du caractère international et communiste de notre organisation de parti contre toute tendance liquidatrice, est une tâche commune indiscutable.

Pouvons-nous, après la critique de la ligne générale que nous avons faite, considérer l'Internationale, telle qu'elle est aujourd'hui, comme suffisamment armée pour cette double tâche stratégique en Russie et dans les autres pays ? Pouvons-nous exiger la discussion immédiate de tous les problèmes russes par cette assemblée ? **A ces deux questions nous ne pouvons malheureusement répondre que non !**

Toute une série de révisions de notre **régime intérieur** est absolument nécessaire ; il faut, en outre, mettre à l'ordre du jour de nos partis les problèmes **de la tactique dans le monde entier** et les problèmes **de la politique de l'Etat russe** ; mais cela ne peut se produire qu'au travers d'un cours nouveau, avec des méthodes complètement différentes.

Dans le rapport et dans les thèses qu'on nous soumet **nous ne trouvons aucune garantie** suffisante à cet égard. Ce n'est pas d'un **optimisme**

officiel que nous avons besoin. Nous devons comprendre que ce n'est pas avec des méthodes **aussi mesquines** que celles qu'on **emploie ici** trop souvent, que nous pourrions nous préparer à assumer les tâches importantes qui se présentent à l'état major de la révolution mondiale.

Force, violence et dictature dans la lutte de classe

(Prometeo, **avril-mai 1948**)

On affirme à nouveau dans la dernière partie de cette étude que la démocratie numérique à l'intérieur du parti ou de la classe n'a aucune valeur. On nie que la consultation de type électoral, le décompte banal des opinions puisse constituer une garantie quelconque, et l'on rappelle notre conception de la discipline et du juste rapport marxiste entre les chefs et la base. La force de l'expérience historique de la lutte remplace toute

illusion sur les règlements ou les recettes.

On déduit une fois de plus des principes du marxisme l'établissement dialectique des limites réciproques à toute autonomie du militant ou des groupes de militants, ainsi qu'à tout arbitraire du centre dirigeant. On trouvera la traduction complète de la fin de cet article dans notre numéro 32 (juillet-septembre 1965).

La fausse position de ceux qui veulent appliquer la démocratie arithmétique au sein de la masse travaillante et de ses organismes remonte donc à une fausse interprétation des termes du déterminisme marxiste.

Nous avons déjà fait plus haut la distinction entre la thèse erronée selon laquelle, à chaque époque historique, à des classes défendant des intérêts opposés correspondent des groupes professant des théories opposées et la thèse exacte qui nous montre au contraire qu'à chaque époque historique le système doctrinal construit sur les intérêts de la classe dominante tend à être défendue par la classe dominée à l'avantage de la première. Qui est serf de corps l'est aussi d'esprit. Le vieux mensonge bourgeois est justement de vouloir commencer par la libération des esprits qui ne mène à rien et ne coûte rien aux privilégiés, alors que c'est de la libération des corps qu'il faut partir.

La clef de notre système réside justement dans le fait que ce n'est pas l'individu que nous considérons comme le siège de cette clarification ; nous savons fort bien au contraire que dans la généralité des cas les éléments de la masse lancée dans la lutte ne pourront pas avoir dans leurs cerveaux les éléments de la vision théorique générale. Poser une telle condition serait purement illusoire et contre-révolutionnaire. Ce rôle revient au contraire non à des groupes d'individus supérieurs envoyés pour le bien de l'humanité, mais à un organisme, à un mécanisme différencié au sein de la masse, utilisant les individus comme les cellules qui composent les tissus et les élevant à une fonction qui sans ce complexe de relations n'aurait pas été possible. Cet organisme, ce système, ce

complexe d'éléments dont chacun a ses fonctions propres est l'organisme de classe, analogue à l'organisme animal dans lequel concourent des systèmes très compliqués de tissus, de vaisseaux, etc...

C'est le parti, qui dans une certaine mesure détermine la classe de front à elle-même et la rend capable de faire son histoire.

Tout ce processus se reflète de façon très variées dans les différents individus qui appartiennent du point de vue statistique à la classe.

Il résulte de ce qui précède que dans ce domaine nous n'accordons aucun crédit à cette ressource qui consiste à chercher une garantie et un contrôle de l'orientation du parti dans des consultations de type électoral soit parmi l'ensemble des militants du parti lui-même, soit dans le cercle plus large des ouvriers appartenant aux organisations économiques des syndicats, à des organismes d'usine ou même des organes de type politique représentatifs, tels que les soviets ou conseils ouvriers.

Nous contestons la position selon laquelle la désastreuse dégénérescence de la politique révolutionnaire léniniste jusqu'au stalinisme actuel ait son origine dans la prééminence excessive du parti et de son comité central sur les autres associations ouvrières de classe. Nous contestons cette position illusoire selon laquelle tout le processus de dégénérescence aurait pu être arrêté aux débuts si l'on avait consulté par élections les différentes bases pour la désignation des directions ou pour décider des tournants importants de la politique du régime prolétarien.

Le caractère distinctif que nous attribuons au parti dérive justement de sa nature organique : on n'y entre pas du fait d'une position « constitutionnelle » dans le cadre de l'économie ou de la société ; on n'est pas automatiquement militant du parti du seul fait que l'on est prolétaire, ou électeur, ou citoyen, etc...

On adhère au parti, diraient les juristes, par une libre initiative individuelle. On y adhère, disons-nous nous marxistes, toujours du fait d'une détermination naissant des rapports sociaux, mais celle-ci peut se rattacher de la façon la plus générale aux caractères les plus universels du parti de classe, à sa présence dans toutes les parties du monde habité, à sa composition comprenant des éléments de toutes les catégories et entreprises, des travailleurs et jusqu'à des non travailleurs, à la continuité de son rôle aux stades successifs de propagande, d'organisation, de lutte, de conquête, de construction d'un nouveau régime.

Notre interprétation de la question s'étend également à la fameuse revendication de la démocratie dans le parti, selon laquelle les erreurs de la direction (dont nous admettons n'avoir eu que trop d'exemples désastreux) peuvent être évitées ou réparées en recourant, d'ordinaire, à une comptabilité des opinions des militants de base.

Cela signifie que nous n'imputons pas la dégénérescence du parti communiste au fait que les assemblées et congrès n'auraient pas eu suffisamment voix au chapitre en face des initiatives du centre.

On a assisté à un étouffement contre-révolutionnaire de la base par la direction à bien des tournants de l'histoire. Les moyens offerts par la machine d'Etat, jusqu'aux plus féroces, ont été employés dans ce but. Mais tout cela, plus que l'origine, a été la manifestation inévitable de la corruption du parti sous la pression des influences contre-révolutionnaires.

La position de la gauche communiste italienne sur ce que nous pourrions appeler la question des « garanties révolutionnaires » est avant tout qu'il existe pas de garanties constitutionnelles ou contractuelles, bien que le parti se différencie des autres organismes par le fait qu'il est un organisme contractuel (non dans le sens des légistes, ni même de Jean-Jacques Rousseau cependant).

A la base du rapport entre militant et parti il y a un engagement. Nous avons de cet engagement une conception, que pour nous débarasser du terme antipathique de « contractuel » nous définirons simplement comme dialectique. Le rapport est double, c'est un double courant à sens opposés : du centre à la base et de la base au centre. Si l'action définie par le centre répond à un bon fonctionnement de ce rapport dialectique elle rencontrera une réaction saine à la base.

Le fameux problème de la discipline consiste donc à présenter aux militants de base un système de limites qui soit la traduction intelligente des limites imposées à l'action des chefs. C'est pourquoi nous avons toujours soutenu que ceux-ci ne doivent pas avoir la possibilité, lors de tournants importants de la conjoncture politique, de découvrir, d'inventer et de faire avaler à la base de prétendus nouveaux principes, de nouvelles formes, de nouvelles règles pour l'action du parti. Car c'est dans des surprises de cette sorte que s'accomplit l'histoire honteuse des trahisons opportunistes. Quand cette crise éclate, des luttes internes se déclenchent, justement parce que le parti n'est pas un instrument automatique ; les divisions de tendances, les ruptures sont dans ce cas un processus utile, comme la fièvre qui libère l'organisme de la maladie, mais nous ne pouvons pourtant pas, statutairement, les admettre, les encourager ou les tolérer.

Il n'existe donc pas de recettes ou de règlements pour empêcher le parti de tomber dans les crises de l'opportunisme ou d'y réagir par la constitution de fractions. Mais l'expérience de la lutte prolétarienne de plusieurs décennies nous permet d'établir certaines conditions permettant de les éviter. Notre mouvement a la tâche de rechercher, de défendre et de réaliser inlassablement celles-ci.

Dialogue avec les morts

(Brochure en langue italienne de 1956,

traduction française en 1957)

Cette publication fut la réponse de notre mouvement aux clameurs du XX^e Congrès du parti russe, à l'avènement de Khrouchtchev, au désaveu et à la désanctification de Staline qu'on alla même jusqu'à expulser du mausolée de Lénine.

On présenta tout cela comme un aveu du grand tort qu'on aurait causé en étouffant la démocratie, la souveraineté du peuple, comme une vaine promesse de racommoder les accrocs que Staline avait faits à la "légalité soviétique".

Nous établîmes que si la renonciation de Staline à la révolution internationale était lâche, la coexistence pacifique avec le monde bourgeois l'était plus encore. Nous tirions ces vues historiques de l'expérience des

congrès de 1924 et 1926 où nous refusions avec décision les offres vulgaires de concéder un peu plus de démocratie intérieure. Les points fondamentaux du texte faisaient justice des bavardages sur la direction collégiale et autres mensonges contre-révolutionnaires plus raffinés : nous ne pouvions manquer de dénoncer les hypocrisies électorales et majoritaires habituelles. Que l'on déshonorât Staline nous importait peu ; c'était les principes sacrés de la dictature et de l'autorité révolutionnaires que nous défendions.

Nous remplissions ainsi, à ce tournant, la fonction vitale de notre mouvement, numériquement faible mais solide sur sa ligne historique ininterrompue.

MANUEL DES PRINCIPES

(...) Le marxisme (ici nos congressistes auraient bien besoin du petit traité historico-philosophique dont il a été question plus haut !) ne considère comme sujets de la décision historique ni la Personne, ni une collectivité de personnes. Il fait dériver les rapports historiques et les causes des événements des rapports des hommes avec les choses. Or, dans ces rapports, ce sont les résultats communs à tous les individus qu'il met en évidence, négligeant les caractéristiques personnelles de ceux-ci.

Le marxisme nie qu'une quelconque formulation "constitutionnelle" et "juridique" transcendant le cours concret de l'histoire puisse représenter une solution de la "question sociale". C'est pourquoi il considère comme mal posée la question de savoir si c'est un homme, un collègue d'hommes, tout le corpus du parti ou tout le corpus de la classe qui doit décider. Il n'a pas de réponse pour une pareille question et ne marque aucune préférence entre ces formules. Avant tout, personne ne décide si ce n'est les rapports économique-productifs communs aux grands groupes humains. Il s'agit non de guider, mais de déchiffrer l'histoire, d'en découvrir les courants. Le seul moyen de participer à la dynamique de ceux-ci est d'en avoir la science, chose possible seulement à des degrés très divers selon les phases historiques considérées.

Qui donc alors est le plus à même de déchiffrer l'histoire, d'en faire la science, d'en expliquer les nécessités ? Cela dépend. Il se peut qu'un individu le fasse mieux que le comité, le parti, la classe. Consulter "tous les travailleurs" n'avance pas plus que de consulter tous les citoyens comme dans cette comptabilité insensée que la démocratie bourgeoise fait des opinions. Le marxisme combat le labourisme, l'ouvriérisme, parce qu'il sait que, dans bien des cas, les résultats d'une pareille consultation seraient en majeure partie contre-révolutionnaires et opportunistes. On ne sait si, aujourd'hui, le vote serait favorable à la peste ou au coléra, c'est-à-dire à Staline ou aux anti-Staline, il est même difficile d'exclure que la dernière solution soit la pire. En ce qui concerne le parti, la solution du problème de son fonctionnement n'est pas non plus donnée par la formule selon laquelle "la base a toujours raison" ; le fait que ceux qui nient les "principes intangibles" l'aient choisie pour dernière pierre angulaire n'y changera rien ! Le parti est une unité historique réelle, non une colonie de microbes-hommes. A la formule du "centralisme démocratique" attribuée à Lénine, la Gauche communiste a toujours proposé de substituer celle de "centralisme organique". Quant aux comités, nombreux sont les cas historiques où la direction collégiale a été dans le tort : nous ne développerons pas ici les rapports entre Lénine et le Parti en avril 1917 et Lénine et le Comité central en octobre 1917.

En conclusion : dans certains rapports sociaux et productifs, le meilleur détecteur des influences révolutionnaires peut être indifféremment la masse, la foule, ou un conseil, ou un seul homme ; le critère discriminant est ailleurs.

PETIT SCHEMA ELEMENTAIRE

(...) Si nous nous sommes attardés à remettre en place ces éléments de la doctrine, c'est pour qu'on nous pose la vieille question : où prendrons-nous la conscience, la volonté, la « direction » de l'action ? et, si vous voulez, l'**autorité** ? Nous n'avons laissé aucune pièce hors de l'échiquier.

Citant Lénine, nos congressistes ne se sont pas avisés d'un magnifique passage qui conduit à bien autre chose qu'au... Comité central (vol. II, p. 374-375, **Pravda**, 28-3-56) :

« La classe ouvrière... dans sa lutte **dans le monde entier...** a besoin d'une **autorité...** dans la mesure où le **jeune** ouvrier a besoin de l'expérience de ceux qui luttent **depuis plus longtemps** contre l'oppression et l'exploitation... de militants qui ont pris part à de nombreuses grèves et à **diverses révolutions**, à qui les **traditions** révolutionnaires ont donné de la sagesse et qui ont donc une **ample vision politique**. L'**autorité** de la lutte **mondiale** du prolétariat est nécessaire aux prolétaires de chaque pays... Le corps collectif des ouvriers de chaque pays qui mènent directement la lutte sera toujours l'autorité suprême sur toutes les questions ».

Au centre de ce passage on trouve les concepts de **temps** et d'**espace**, portés à leur extension maxima : tradition historique et arène internationale de la lutte. Nous ajouterons à la tradition l'**avenir**, le programme de la lutte de demain. Comment convoquera-t-on, de tous les continents et de toutes les époques, ce **corpus** dont parlait Lénine, auquel nous donnons le pouvoir suprême dans le parti ? Il est fait de vivants, de morts, d'hommes encore à naître ; cette formule, nous ne l'avons pas « créée », puisque la voilà dans Lénine, dans le marxisme.

Qu'a-t-on alors à bavarder de pouvoirs et d'autorité confiés à un chef, un comité directeur, une consultation de groupes contingents, dans des territoires contingents ? Toute décision sera bonne à nos yeux si elle est dans la ligne de cette **ample vision mondiale** ; mais celle-ci peut tomber dans un œil ou dans des millions d'yeux.

C'est Marx et Engels qui érigèrent cette théorie lorsque dans leur lutte contre les libertaires, ils expliquèrent dans quel sens sont **autoritaires** les processus de la révolution de classe, dans laquelle l'individu, et ses **caprices d'autonomie**, disparaît comme une **quantité négligeable** mais ne se subordonne pas à un chef, un héros ou une hiérarchie d'institutions.

C'est là bien autre chose que l'histoire stupide et mesquine des ordres féroces donnés par Staline et du respect qu'il fallait lui témoigner, facteurs dont seuls des imbéciles peuvent croire qu'ils ont déterminé dix ans de l'histoire (...).

SENS DU DETERMINISME

(...) Dans **la classe**, l'uniformité et le parallélisme des situations crée une force, constitue une cause de développement historique. Mais là aussi, l'**action** précède la **volonté**, et à plus forte raison la **conscience** de classe. La classe devient sujet de conscience (c'est-à-dire de buts programmatiques) quand s'est formé le parti, quand s'est formée la doctrine. C'est dans la **collectivité** plus restreinte constituée par le parti que l'on commence, en tant qu'il est organe unitaire, à trouver un **sujet d'interprétation** de l'histoire, de ces possibilités et de ses voies. Non à tous moments, mais seulement dans de rares situations dues à la complète maturation des contradictions de la base productive, le parti est non seulement un sujet de science, mais aussi, nous l'admettons, de **volonté** dans le sens où il peut choisir entre divers actes, choix influant sur les événements. Pour la première fois apparaît la **liberté**, qui est liberté du parti, non la **dignité** des personnes. La classe trouve dans l'histoire un guide, dans la **mesure** où les facteurs matériels qui la meuvent se **crystallisent** dans le parti, et où il possède une théorie complète et continue, une organisation elle aussi universelle et continue, qui ne se fait, ni se défait à chaque tournant par des agrégations et des scissions. Ces scissions sont cependant la fièvre, c'est-à-dire la réaction ultime de l'organisme du parti à ses crises pathologiques.

OU SONT LES GARANTIES ?

Où trouverons-nous donc les **garanties** contre le dévoiement du mouvement et la dégénérescence du parti ? Dans un homme ? Mais l'homme est peu de chose : il est mortel et les ennemis peuvent l'abattre. Même si l'on pouvait croire un instant qu'il en représente une, ce serait une garantie bien fragile, surtout s'il était seul. Faut-il donc croire sérieusement qu'avec la direction collégiale on a découvert, après la disparition du chef qui pratiquait l'arbitraire personnel, la garantie cherchée ? C'est ce dont Moscou se vante, mais tout cela n'est qu'une plaisanterie de l'histoire.

(...) Nos **garanties** à nous sont bien connues et fort simples : 1) Théorie : comme nous l'avons déjà dit, la théorie ne surgit pas à n'importe quel moment de l'histoire — et elle n'attend pas non plus pour le faire la venue du Grand Homme, du Génie. Elle naît à certains tournants du développement de la société humaine, mais si l'on connaît la date de cette naissance, on ignore à qui en revient la paternité.

Notre théorie **ne pouvait pas** ne pas naître après 1830, sur la base de l'économie anglaise. Même si l'on admet qu'il est vain de se donner pour but la vérité et la science intégrales, et que tout ce que l'on peut faire est de progresser dans la lutte contre l'**erreur**, elle constitue une garantie, mais à condition qu'on la maintienne fermement sur **les lignes directrices qui font d'elle un système complet**. Historiquement, elle est placée devant **une** alternative : ou se réaliser ou disparaître. La théorie du parti est le système des lois qui régissent l'histoire passée et future. La garantie que nous proposons est donc la suivante : interdiction de revoir et même d'enrichir la théorie. Pas de **créativité**.

2) Organisation : Elle doit être continue au cours de l'histoire, c'est-à-dire à la fois rester fidèle à sa propre théorie et ne pas laisser se rompre le fil des expériences de lutte du prolétariat. Les grandes victoires ne viennent que lorsque cette condition est réalisée dans de vastes espaces du globe et pour de longues périodes.

Contre le centre du parti, la garantie consiste à lui dénier tout droit de créer, et à ne lui obéir qu'autant que ses directives rentrent dans les limites précises de la doctrine et de la perspective historique du mouvement, qui a été établie pour de longs cycles et pour le monde entier. Il faut donc réprimer toute tendance à exploiter les situations locales ou nationales « spéciales », des événements imprévus, des contingences particulières. En effet, ou il est possible d'établir que dans l'histoire certains phénomènes généraux se reproduisent d'un lieu et d'une époque à l'autre, **aussi** éloignés qu'ils soient dans l'espace et le temps, ou bien il est inutile de parler d'un parti révolutionnaire luttant pour une forme nouvelle de société. Comme nous l'avons souvent développé, il existe de grandes subdivisions historiques et « géographiques » qui déterminent les cycles fondamentaux de l'action prolétarienne, cycles qui s'étendent

à des moitiés de continents et à des cinquantaines d'années, et qu'aucune direction de parti n'a le droit de proclamer changées d'une année à l'autre. Nous avons un théorème, qui s'appuie sur mille vérifications expérimentales : annonceur de « cours nouveaux » égale traître.

Contre la base, la garantie est l'action unitaire et centrale, la fameuse « discipline » : on l'obtient quand la direction est bien attachée aux règles théoriques et pratiques dont il vient d'être question et quand les groupes locaux se voient interdire de « créer » pour leur compte des programmes, des perspectives et des mouvements autonomes.

Cette relation dialectique entre la base et le sommet de la **pyramide** est la clé qui assure à l'organe impersonnel et unique qu'est le parti, la faculté exclusive de déchiffrer l'histoire, la possibilité d'y intervenir et la capacité de signaler celle-ci lorsqu'elle apparaît. **De Staline au comité actuel de sous-staliniens, rien n'a été renversé dans cette relation.**

3) Tactique : Le mécanisme du parti interdit les « créations » stratégiques. Le plan des opérations est public et notoire, ainsi que les limites précises de celles-ci dans l'histoire et dans l'espace. Un exemple facile : en Europe, depuis 1871, le parti ne soutient plus aucune guerre d'État. En Europe, depuis 1919, le parti ne participe pas (on n'aurait pas dû participer) aux élections. En Asie et en Orient, aujourd'hui encore, le parti appuie dans la lutte les mouvements révolutionnaires démocratiques et nationaux et l'alliance du prolétariat avec d'autres classes, y compris la bourgeoisie locale elle-même. Nous donnons ces exemples pour qu'on ne puisse pas parler de la rigidité d'un schéma qui soi-disant resterait le même en tout temps et en tout lieu, et pour éviter l'accusation courante selon laquelle notre construction doctrinale dériverait de postulats immuables d'ordre éthique, esthétique ou même mystique, alors qu'elle est intégralement matérialiste et historique. La dictature de classe et de parti ne dégénérera pas en formes « oligarchiques » à condition d'être ouvertement une dictature, de se déclarer publiquement liée à un stade historique que la doctrine prévoit de longue durée, et enfin de ne pas conditionner hypocritement son existence à des contrôles majoritaires, mais seulement à l'issue de l'épreuve de force avec l'ennemi. Le parti marxiste ne rougit pas des conclusions tranchantes de sa doctrine matérialiste et aucune position d'ordre sentimental ou décoratif ne peut l'empêcher de les tirer.

Le programme doit contenir de façon nette les grandes lignes de la société future comme négation de toute l'ossature de la société présente et déclarer qu'elle constitue le point d'arrivée de toute l'histoire, pour tous les pays. Décrire la société présente n'est qu'une partie des tâches révolutionnaires. Ce n'est pas notre affaire d'en déplorer l'existence ou de la diffamer, non plus que de construire dans ses flancs la société future. Mais les rapports de production actuels devront être impitoyablement brisés selon un programme clair : la doctrine du parti prévoit scientifiquement les nouvelles formes d'organisation sociale qui apparaîtront sur leurs ruines.

Marxisme et Autorité

(III^{me} séance de la réunion générale de Turin, 19/20 mai 1956)

Renouvelant notre critique du XX^e Congrès Russe au cours de cette réunion générale de notre Parti, nous avons réaffirmé nos principes d'organisation devant l'ensemble du mouvement. Cela nous conduisit à condamner à nouveau la superstition social-

démocrate des consultations de la base et la fausse application de l'unité et de la discipline que la III^e Internationale devait hériter de la II^e malgré la lutte de la Gauche communiste.

COMMENT DEFINIR LA CLASSE ?

Cette même question se trouvait au centre de la lutte menée par la Gauche dans l'Internationale contre la proposition de faire entrer le microscopique parti communiste anglais dans le Labour Party. Lénine lui-même soutint cette proposition comme **extrema ratio** du reflux de la vague révolutionnaire que nous avons diagnostiqué, quant à nous, dès 1921, sans penser pour autant qu'il fallait chercher des appuis soit du côté social-démocrate, soit du côté de l'anarcho-syndicalisme.

Dans le « Dialogue avec les morts » nous avons utilisé une puissante réponse de Lénine à cette question : sur quoi se fonde l'**autorité** dans le mouvement prolétarien ? Lénine ne parle ni de **nombre** ni de **décompte** statistique, mais fait appel à la tradition et à l'expérience des luttes révolutionnaires dans les pays les plus divers, à l'utilisation des leçons des luttes ouvrières, même éloignées dans le temps. Le **corpus** des travailleurs révolutionnaires de tous les pays auquel il renvoit ainsi ceux qui sont toujours anxieux d'organiser des **consultations** pour résoudre les problèmes difficiles, ce **corpus** n'a pas de limites dans le temps ou dans l'espace, et ne distingue dans sa base de classe ni races, ni nations, ni professions. Nous montrions qu'on ne peut pas plus y distinguer de **générations** : en dehors de toute envolée mystique ou littéraire, on peut dire que les morts doivent s'y faire entendre comme les vivants, ainsi que les membres de la société future dont les caractéristiques s'opposent en tout à celles du capitalisme qui, selon Marx cité par Lénine, modèlent malheureusement les cœurs et la chair des travailleurs actuels.

Cette très vaste unité dans l'espace et dans le temps s'oppose à ces regroupements invertébrés qui s'affublent de l'adjectif ouvrier (ou pis, populaire). Il s'agit d'une unité qualitative, rassemblant des militants dotés d'une formation uniforme et constante, venus de tous les lieux et de toutes les époques. Seul le **parti** politique, le parti de classe, le parti international peut assurer une telle unité. C'est lui que revendiquèrent sans cesse Marx, Engels, Lénine, tous les combattants du bolchevisme et de la III^{me} Internationale dans ses années glorieuses.

L'appartenance au parti ne dérive pas de données statistiques, d'une condition sociale donnée : elle est en relation avec le programme que le parti lui-même se fixe pour le monde capitaliste tout entier, pour le prolétariat salarié de tous les pays et non pour un groupe restreint ou une seule province .

La Gauche marxiste authentique, en Italie comme ailleurs, n'a jamais accepté de se distinguer des opportunistes (qui se sont toujours **largement** inspiré d'une conception « ouvriériste ») en adoptant la dénomination de Parti communiste **ouvrier** ou de Parti communiste des **travailleurs**.

Depuis le **Manifeste** qui marquait notre ascension du mouvement social au mouvement politique, le parti s'est ouvert aux non-salariés qui adoptaient sa doctrine et son but historique : ce résultat désormais séculaire ne peut être ni annulé, ni masqué par des hypocrisies démagogiques.

Nous avons dû récemment rétablir tout cela face à la soi-disant défense du « parti » que le XX^{me} Congrès prétendait mener pour le seul parti russe, tandis qu'on annonçait ouvertement par ailleurs, dans les autres pays, un nouvel élargissement de ces conglomérats obscènes qui s'appellent encore partis communistes, élargissement qui n'a d'autre portée qu'un complet reniement de la scission historique de Lénine qui rompit avec les dégénérescences de la seconde Internationale au cours de la guerre de 1914.

Nous rappelions à cette occasion les points fondamentaux qui peuvent préserver la vie intérieure du Parti, non pas des défaites ou de la réduction des effectifs, mais de la peste opportuniste. Il suffira d'y faire allusion à nouveau.

VIE INTERIEURE DU PARTI DE CLASSE

Lénine, comme on l'a souvent dit dans ces derniers débats, était pour la règle du « centralisme démocratique ». Aucun marxiste ne peut discuter un instant sur l'exigence du centralisme. Le Parti ne peut exister si l'on admet que ses différentes parties peuvent agir chacune pour son compte. Dans la méthode politique, aucune autonomie des organisations locales ne peut être concédée. Il s'agit là de vieilles luttes qui, au sein des partis de la II^{me} Internationale déjà, furent menées, par exemple, contre la liberté de manœuvre du groupe parlementaire du parti, contre la concession aux sections locales ou aux fédérations du droit de résoudre elles-mêmes, un cas après l'autre, les problèmes locaux à l'échelle de la commune ou de la province, contre le droit d'en faire de même pour les membres du parti militant dans les diverses organisations économiques, et ainsi de suite.

L'adjectif démocratique signifie que, dans les organisations de base puis dans les Congrès, on décide par un vote. Mais un vote suffit-il à établir que le Centre obéit à la base et non le contraire ? Cela peut-il avoir le moindre sens pour qui connaît les ravages de l'électoratisme bourgeois ?

Nous rappellerons encore les garanties que nous avons si souvent avancées (et récemment encore dans le « Dialogue avec les morts »). Doctrine : le Centre ne peut modifier celle qui a été établie, dès l'origine, dans les textes classiques du mouvement. Organisation : unique à l'échelle internationale, elle ne peut s'élargir par agrégations ou fusions, mais seulement par adhésions individuelles ; les adhérents ne peuvent appartenir à un autre mouvement. Tactique : les possibilités d'action et de manœuvre doivent être prévues par des décisions de congrès internationaux et codifiées dans un système **limitatif**. La base ne peut engager d'actions que le Centre n'a pas décidées ; le Centre ne peut inventer de nouvelles tactiques, de nouveaux mouvements sous prétexte que des faits nouveaux se sont établis.

Le lien entre la base du Parti et le Centre devient ainsi une force dialectique. Si le Parti doit exercer la dictature de classe, au moyen de l'Etat et contre les classes ennemies, il ne peut y avoir de dictature du Centre du parti sur la base. On ne rejette pas une telle dictature par un recours à la démocratie interne, mécanique et formelle, mais par le respect de ces liens dialectiques.

Dans l'Internationale communiste, un moment arriva où ces rapports furent mis sens dessus dessous : l'Etat russe commandait au parti russe, celui-ci à l'Internationale. La Gauche communiste demanda en vain qu'on **renverse cette pyramide**.

Nous ne suivîmes pas les trotskystes et les anarchisants lorsqu'ils firent de la lutte contre la dégénérescence de la révolution russe une question de **consultation de la base, de démocratie ouvrière ou paysanne et ouvrière, de démocratie de parti**. Toutes ces formules amenuisaient le problème.

Nous recherchons les critères de l'autorité générale à laquelle le communisme révolutionnaire doit se soumettre dans une analyse économique, sociale et historique. On ne peut faire voter ensemble **les morts, les vivants et ceux qui ne sont pas encore nés**. Mais avec le fonctionnement dialectique de l'organe **parti de classe**, une telle opération devient possible, réelle, féconde, bien qu'elle ne s'opère qu'au long d'une route difficile, jalonnée d'épreuves et de luttes terribles (...).

NOS PUBLICATIONS

EN LANGUE FRANÇAISE :

— Dialogue avec Staline (numéro spécial de Programme communiste, 56 pages)	2,— F
— Dialogue avec les morts (critique du XX ^e Congrès du P.C.U.S., 159 pages)	4,— F
— L'économie soviétique de la révolution d'octobre à nos jours, ainsi que Le Marxisme et la Russie (148 pages)	Epuisé
— Sur le Texte de Lénine : « La maladie infantile du communisme (le gauchisme) »	2,— F
— Programme Communiste : un numéro	2,50 F
Abonnement annuel	9,— F
Abonnement de soutien	20,— F
— Le Prolétaire : mensuel ;	
Un numéro	0,40 F
Abonnement annuel	4,— F
Abonnement combiné avec Programme Communiste	12,— F

EN LANGUE ITALIENNE :

— Storia della sinistra comunista (1 ^{er} vol., 415 pages)	25,— F
— La sinistra comunista in Italia sulla linea marxista di Lenin (110 pages)	7,— F
— 1917 Insegnamenti dell'ottobre. Leon Trotsky	4,— F
— II Programma Comunista : journal bimensuel ;	
Abonnement annuel	10,— F
Un numéro	0,40 F
— Spartaco (supplément syndical, servi gratuitement aux abonnés de Programma Comunista) ;	
Un numéro	0,20 F
— Documents ronéotypés :	
1) Partito e classe — Il principio democratico — Partito e azione di classe — Il rovesciamento della prassi — Partito rivoluzionario et azione economica	3,50 F
2) Tracciato d'impostazione - Tesi caratteristiche del Partito	3,50 F
3) Forza, violenza, dittatura nella lotta di classe	3,50 F
4) I fondamenti del comunismo rivoluzionario	3,50 F
5) La successione delle forme di produzione nella teoria marxista	en réimpression
6) L'abaco dell'economia marxista	en réimpression
7) Lezioni della controrivoluzioni - Appello per la riorganizzazione internazionale del movimento rivoluzionario marxista	3,50 F

EN LANGUE ALLEMANDE :

— Der Faden der Zeit : Der II. Kongress der III. Internationale und die italienische Linke.	2,— F
— Der Faden der Zeit : Der. I. Weltkrieg und die marxistische Linke.	2,— F

EN LANGUE HOLLANDAISE :

— Documentatie Materiaal	0,25 F
--------------------------	--------

le prolétaire

notre organe mensuel

paraît désormais sur quatre pages imprimées

LECTEUR, SYMPATHISANT

ABONNE-TOI, SOUSCRIS,

AIDE NOTRE DIFFUSION

Le numéro du **Prolétaire** est en vente au prix de 0,40 F (4 francs belges) ;
abonnement annuel 4 F (40 FB) ; abonnement combiné **Le Prolétaire** et
Programme Communiste 12 F

La souscription permanente paraît maintenant dans **Le Prolétaire**.
Adresser tous versements à « Programme Communiste » C.C.P. 2202-22
Marseille.

DIRECTEUR - GERANT

F. GAMBINI

adresser toute correspondance à :

« **PROGRAMME COMMUNISTE** », Boîte Postale N° 375 Marseille-Colbert
ou Boîte Postale n° 24 PARIS 19°

C.C.P. Programme communiste 2202-22 Marseille

Imp. "LINO-IMP" 1, 3 et 5 Bd Desplaces Marseille (X) Tél : 77.92.48

Dépôt légal n° 28-688, novembre 1963.